Statistiques économiques

Financement

à long terme

du secteur public

québécois

1985

Bureau de la statistique du Québec

Pour tout renseignement concernant
le BSQ et les données statistiques
qui y sont disponibles, s'adresser au:

117, rue Saint-André
Québec (Québec)
G1K 3Y3
Tél.: (418) 643-5116

ou

1410, rue Stanley, 3e étage
Montréal (Québec)
H3A 1P8
Tél.: (514) 873-4722

ou

Tél.: 1-800-463-4090
(aucun frais d'appel)

Dépôt légal
Bibliothèque nationale du Québec
Deuxième trimestre 1986
ISBN 2-550-16384-2

Tirage limité

Reproduction autorisée à condition
de mentionner la source.

Avant-propos

Cette publication annuelle du Bureau de la statistique du Québec traite des emprunts à long terme du secteur public québécois et de ses composantes. Son but est de répondre aux besoins des utilisateurs d'informations relatives aux activités financières des administrations et entreprises publiques en recueillant de façon uniforme et régulière des données propres à chacune d'entre elles. Elle constitue aussi une base de données comparables, d'un niveau de gouvernement à l'autre et d'une période de référence à l'autre.

Fruit d'une enquête menée par la Direction des statistiques financières, elle s'inscrit dans la continuité d'un projet d'information sur la demande de financement à long terme du secteur public québécois et sur son comportement comme emprunteur sur les marchés des capitaux.

Direction des statistiques
financières
Juin 1986

Signes conventionnels

...	N'ayant pas lieu de figurer
-	Néant ou zéro
--	Nombre infime
r	Données révisées
p	Données provisoires

Abréviations

DM	Mark allemand
Euro	Euro-dollars
FL	Florin hollandais
FS	Franc suisse
LS	Livre sterling
US	Dollar américain
YJ	Yen japonais

Avertissement: En raison de l'arrondissement des données, le total ne correspond pas nécessairement à la somme des parties.

Pour tout renseignement additionnel concernant cette publication, le lecteur peut communiquer à Québec avec Monsieur Yves Sigmen, (418) 643-5020, à l'adresse suivante:

Direction des statistiques financières
117, rue Saint-André
QUÉBEC (Québec)
G1K 3Y3

Table des matières

Introduction 9

Partie I
Faits saillants

Chapitre 1
Le financement obtenu par le secteur public québécois en 1985 13

La demande globale de financement 13
La demande de financement par composante 15
Le financement selon la monnaie 18

Chapitre 2
Les emprunts du secteur public québécois sur les marchés financiers 23

La valeur nominale des emprunts bruts annuels 23
Le coût réel à l'emprunteur 25
La politique monétaire 25
La durée des emprunts 28

Résumé 31

Partie II
Détail des emprunts à long terme du secteur public québécois

Tableaux statistiques 35

Annexe 1

Notes méthodologiques 77

Annexe 2

Univers détaillé du secteur public québécois 83

Liste des tableaux

Partie I - Faits saillants

A Emprunts bruts à long terme et indicateurs économiques, 1981-1985 13

B Part relative des composantes du secteur public québécois dans la demande de financement, 1984-1985 17

C Répartition en pourcentage des emprunts à long terme du secteur public québécois selon la monnaie, par organisme, 1984 et 1985 19

D Répartition en pourcentage des emprunts à long terme du secteur public québécois selon l'emprunteur, par monnaie, 1984-1985 24

Partie II - Détail des emprunts à long terme du secteur public québécois

1 Financement à long terme du secteur public québécois et indicateurs économiques, 1981-1985 35

2 Valeur annuelle des emprunts à long terme du secteur public québécois selon la monnaie, 1980-1985 37

3 Valeur annuelle des emprunts à long terme du secteur public québécois selon l'emprunteur 1980-1985 39

4 Valeur annuelle des emprunts à long terme des administrations publiques locales selon le mode de vente et la monnaie, Québec, 1980-1985 41

5 Valeur annuelle des emprunts à long terme des institutions publiques d'éducation, de santé et de services sociaux, Québec, 1980-1985 41

6 Coût réel moyen pondéré des emprunts à long terme du secteur public québécois, 1984 et 1985 42

7 Durée moyenne pondérée des emprunts à long terme du secteur public québécois, 1984 et 1985 43

8 Coût réel moyen pondéré des emprunts à long terme du secteur public québécois selon la monnaie, janvier-décembre 1985 44

9 Coût réel moyen et durée moyenne pondérés des emprunts à long terme du gouvernement du Québec, janvier-décembre 1985 48

10 Coût réel moyen pondéré des emprunts à long terme des administrations publiques locales selon le mode de vente et la monnaie, Québec, janvier-décembre 1985 50

11 Durée moyenne pondérée des emprunts à long terme des administrations publiques locales selon le mode de vente et la monnaie, Québec, janvier-décembre 1985. 51

12 Coût réel moyen et durée moyenne pondérés des emprunts à long terme d'Hydro-Québec, janvier-décembre 1985 52

13 Coût réel moyen et durée moyenne pondérés des emprunts à long terme des commissions scolaires, Québec, janvier-décembre 1985 54

14 Valeur mensuelle des emprunts à long terme des administrations publiques locales selon le mode de vente et la monnaie, Québec, janvier-décembre 1985 55

15 Valeur mensuelle des emprunts à long terme du secteur public québécois selon l'emprunteur, janvier-décembre 1985 56

16 Valeur mensuelle des emprunts à long terme du secteur public québécois selon la monnaie, janvier-décembre 1985 60

17 Valeur mensuelle des emprunts à long terme du gouvernement du Québec selon le mode de vente et la monnaie, janvier-décembre 1985 64

18 Valeur mensuelle des emprunts à long terme des commissions scolaires, Québec, janvier-décembre 1985 66

19 Détail des emprunts à long terme des ministères du gouvernement du Québec, janvier-décembre 1985 67

20 Détail des emprunts à long terme des fonds spéciaux du gouvernement du Québec, janvier-décembre 1985 69

21 Détail des emprunts à long terme des cégeps, Québec, janvier-décembre 1985 70

22 Détail des emprunts à long terme des établissements publics de santé et de services sociaux, Québec, janvier-décembre 1985 71

23 Détail des emprunts à long terme de l'Université du Québec, janvier-décembre 1985 73

24 Détail des emprunts à long terme des communautés urbaines et régionales, janvier-décembre 1985 73

25 Détail des emprunts à long terme d'Hydro-Québec, janvier-décembre 1985 74

26 Détail des emprunts à long terme des entreprises publiques de transport en commun, Québec, janvier-décembre 1985 75

Liste des graphiques

1 Emprunts à long terme du secteur public québécois, par organisme, 1980-1985 15

2 Variations des emprunts à long terme du secteur public québécois, en pourcentage, 1985/1984 16

3 Emprunts à long terme du secteur public québécois selon la monnaie, 1980-1985 20

4 Écart entre les taux d'intérêt au Canada et aux États-Unis, 1983-1985 26

5 Taux de rendement des obligations du secteur public québécois et du gouvernement du Canada, janvier-décembre 1985 27

6 Durée moyenne pondérée des emprunts à long terme pour certaines composantes. 28

Introduction

La publication Financement à long terme du secteur public québécois comporte deux parties. La première partie présente les faits saillants de la demande de crédits du secteur public québécois selon les principales caractéristiques, telles l'origine de la demande de fonds ainsi que les sources de financement à long terme.

Cette partie situe également le secteur public québécois en tant qu'emprunteur sur les marchés des capitaux, en évaluant la part relative de ses emprunts à long terme au Canada et en identifiant les bénéficiaires des fonds provenant de ces marchés financiers. De plus, elle décrit le comportement des coûts réels des emprunts du secteur public québécois. Ces constatations précèdent un bref exposé sur l'évolution de la situation financière en 1985. Cette première partie se termine par un examen de la durée des emprunts à long terme du secteur public québécois.

La deuxième partie se compose d'une série de tableaux statistiques. Ces derniers fournissent l'information détaillée des emprunts à long terme de la plupart des composantes du secteur public québécois. Les municipalités et les commissions scolaires font exception étant donné le grand nombre d'emprunts de ces composantes. À partir de ces tableaux de base sont construits des tableaux de classification selon les caractéristiques d'emprunts. On y retrouve des tableaux qui présentent la valeur totale des emprunts à long terme du secteur public ainsi que les coûts réels moyens sur une base mensuelle et annuelle, selon l'emprunteur et la monnaie, de même qu'un tableau sur la durée moyenne des emprunts.

Les notes méthodologiques que l'on retrouve à l'annexe 1 renferment une information de base sur les emprunts bruts du secteur public que le lecteur aurait intérêt à consulter avant d'entreprendre la lecture de la publication. Enfin, l'annexe 2 présente, à titre d'information, la liste des organismes composant le secteur public québécois.

Il est important de noter que certains changements ont été apportés à la présente publication.

Ainsi, dans le cas des emprunts des commissions scolaires et des administrations publiques locales, nous ne faisons plus de distinction entre les emprunts par soumissions publiques ou gré à gré.

De plus, depuis cette année, les emprunts des administrations locales sont maintenant enregistrés à leur date d'émission, sauf en ce qui concerne les émissions hors-marché de la SCHL et de la SHQ qui continuent d'être enregistrées à la date de vente. En raison de cette nouvelle méthode, certains emprunts comptabilisés en 1984 selon la date de vente sont aussi inclus dans les données de cette année s'ils ont été émis en 1985. Cependant, certains emprunts qui auraient été comptabilisés en 1985 selon l'ancienne méthode seront plutôt inclus en 1986 selon la nouvelle méthodologie.

La demande globale de financement

Après avoir enregistré une hausse de 9,1 % en 1984, les emprunts bruts à long terme du secteur public québécois augmentent de 13,4 % en 1985. Ils se chiffrent à 7,5 milliards de dollars comparativement à 6,6 milliards de dollars en 1984. Parmi les composantes qui ont augmenté leurs emprunts, on retrouve principalement les entreprises publiques provinciales (incluant Hydro-Québec), les municipalités et le gouvernement du Québec qui, ensemble, comptent pour 87,0 % de la hausse en 1985. Le taux de croissance annuel composé des emprunts pour l'ensemble de la période 1981-1985 a été, pour sa part, de 5,8 % comme l'indique le tableau A.

En termes relatifs, les emprunts à long terme du secteur public québécois, par rapport au PIB, passent de 6,8 % en 1984 à 7,2 % en 1985 alors que, par rapport au revenu personnel, ils passent de 7,5 % à 7,9 %. D'autre part, les effets conjugués de la hausse des emprunts du secteur public québécois et de l'augmentation de la population se traduisent par une augmentation des emprunts publics bruts annuels per capita. De 1 016 $ qu'ils étaient en 1984, ils représentent 1 145 $ en 1985.

Au niveau canadien, le montant des émissions brutes d'obligations directes ou garanties par le gouvernement du Canada, les provinces et les municipalités permet de situer de

Tableau A
Emprunts bruts à long terme et indicateurs économiques, 1981-1985

	1981	1982	1983	1984	1985	Taux de croissance				Taux annuel composé
						1982/81	1983/82	1984/83	1985/84	1985-81
	'000 000 $					%				%
Emprunts bruts:										
Secteur public québécois	6 013	7 281	6 092	6 648	7 539	21,1	-16,3	9,1	13,4	5,8
Gouvernement du Canada[1]	19 869	21 866	25 285	29 869r	34 925	10,1	15,6	18,1r	16,9	15,1
Provinces et municipalités (Canada)[1]	17 248	20 387r	17 865r	16 642r	14 333	18,2r	-12,4r	-6,8r	-13,9	-4,5
Indicateurs économiques (Québec)										
PIB au prix du marché	80 015	84 009	90 432	97 631r	104 935p	5,0	7,6	8,0r	7,5	7,0
Revenu personnel	71 383	77 761	81 641	88 219r	94 840p	8,9	5,0	8,1r	7,5	7,4

1. Obligations émises ou garanties.

Source: Banque du Canada. Revue de la Banque du Canada. Février 1986.
Bureau de la statistique du Québec.

façon approximative la demande globale de financement du secteur public québécois par rapport à l'ensemble du secteur public canadien.

Ainsi, comparativement à la hausse de 13,4 % des emprunts du secteur public québécois, les organismes publics provinciaux et municipaux du Canada, incluant le Québec, affichent avec 14,3 milliards de dollars empruntés en 1985 une baisse de 13,9 % de leur demande de crédit. Quant au gouvernement du Canada, il augmente ses emprunts de 16,9 % pour les porter à 34,9 milliards de dollars. La part du secteur public québécois dans la demande globale de financement de l'ensemble du Canada passe ainsi de 14,3 % en 1984 à 15,3 % en 1985.

Compte tenu de certains facteurs structurels, la demande de financement du secteur public québécois se situe à un niveau plus élevé qu'ailleurs au Canada. À titre de comparaison, mentionnons qu'en 1985, les emprunts bruts des provinces et des municipalités représentent 3,1 % du produit intérieur brut canadien comparativement à 7,2 % au Québec, 3,7 % du revenu personnel canadien contre 7,9 % au Québec et 565 $ per capita contre 1 145 $ au Québec[1].

Plusieurs facteurs se conjuguent pour expliquer cette demande relativement importante de financement du secteur public québécois en regard du secteur public canadien. Notons les rôles différents que jouent la Caisse de dépôt et placement du Québec et le Régime de pensions du Canada (RPC) dans le financement de ces secteurs publics respectifs ainsi que le fardeau d'endettement au palier municipal relativement plus élevé au Québec en raison des méthodes différentes de financement des infrastructures.

En effet, la demande relativement élevée de capitaux faite par le secteur public québécois, et en particulier par le gouvernement du Québec, dépend, d'une part, des politiques de placement de la Caisse de dépôt et placement du Québec qui diffèrent de celles du Régime de pensions du Canada (RPC). Brièvement, mentionnons que les contributions perçues dans les autres provinces en vertu du RPC sont investies en obligations à long terme de chaque province. Ces obligations non négociables ne sont pas comptabilisées comme des emprunts publics par les gouvernements de ces provinces.

Par contre, les fonds de la Caisse de dépôt et placement du Québec sont investis non seulement dans l'achat d'obligations des différents organismes du secteur public québécois, mais aussi dans l'acquisition de titres du secteur privé. Les emprunts du secteur québécois auprès de la Caisse de dépôt et placement sont négociés aux taux prévalant sur le marché financier et sont comptabilisés parmi les emprunts à long terme du secteur public.

Enfin, les coûts encourus pour viabiliser les terrains au Québec sont financés par les emprunts obligataires des municipalités alors qu'ils sont généralement financés par des emprunts hypothécaires des particuliers dans les autres provinces. Il s'ensuit que le fardeau hypothécaire assumé par les propriétaires individuels est moins élevé au Québec, tandis que l'endettement assumé par les municipalités est plus important. Ce facteur explique une demande de financement

1. Sources: Banque du Canada. Revue de la Banque du Canada. Février 1986.
Bureau de la statistique du Québec.

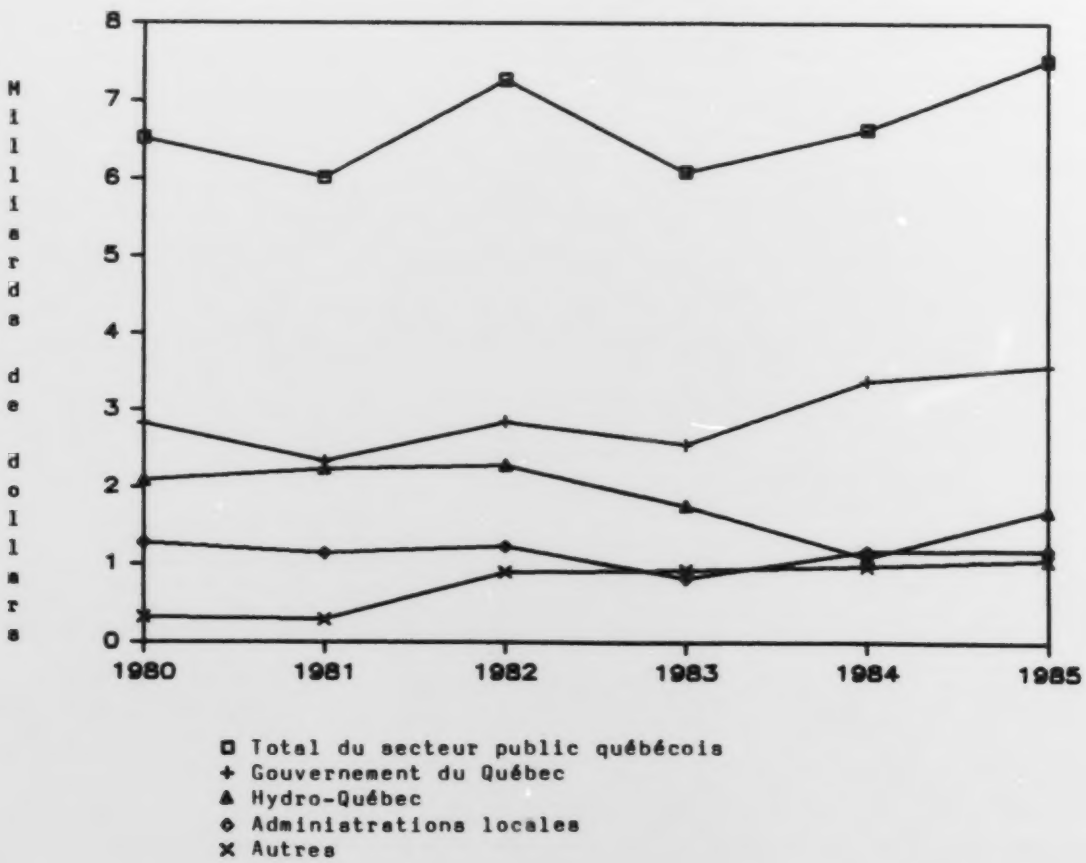
relativement plus élevée de la part des municipalités du Québec que celle des autres provinces.

De 1981 à 1985, la demande de financement du secteur public québécois connaît certaines variations. Ces mouvements irréguliers sont dus, bien sûr, à des écarts significatifs d'une année à l'autre dans les sommes empruntées par les principaux intervenants du secteur public québécois mais également à l'apparition sporadique de quelques entreprises publiques sur les marchés financiers. C'est le cas en 1985 alors que Sidbec, une entreprise publique provinciale, a réalisé plusieurs emprunts à long terme. La hausse de la demande de financement du secteur public québécois, en 1985, résulte principalement de la hausse significative des emprunts d'Hydro-Québec.

La demande de financement par composante.

Le gouvernement du Québec a enregistré en 1985 une augmentation de 5,8 % de ses emprunts par rapport à 1984 et il demeure ainsi l'emprunteur le plus important du secteur public québécois avec des emprunts d'une valeur globale de près de 3,6 milliards de dollars (3,1 milliards pour les ministères et 0,5 milliard pour les fonds spéciaux).

Graphique 1
Emprunts à long terme du secteur public québécois, par organisme, 1980-1985

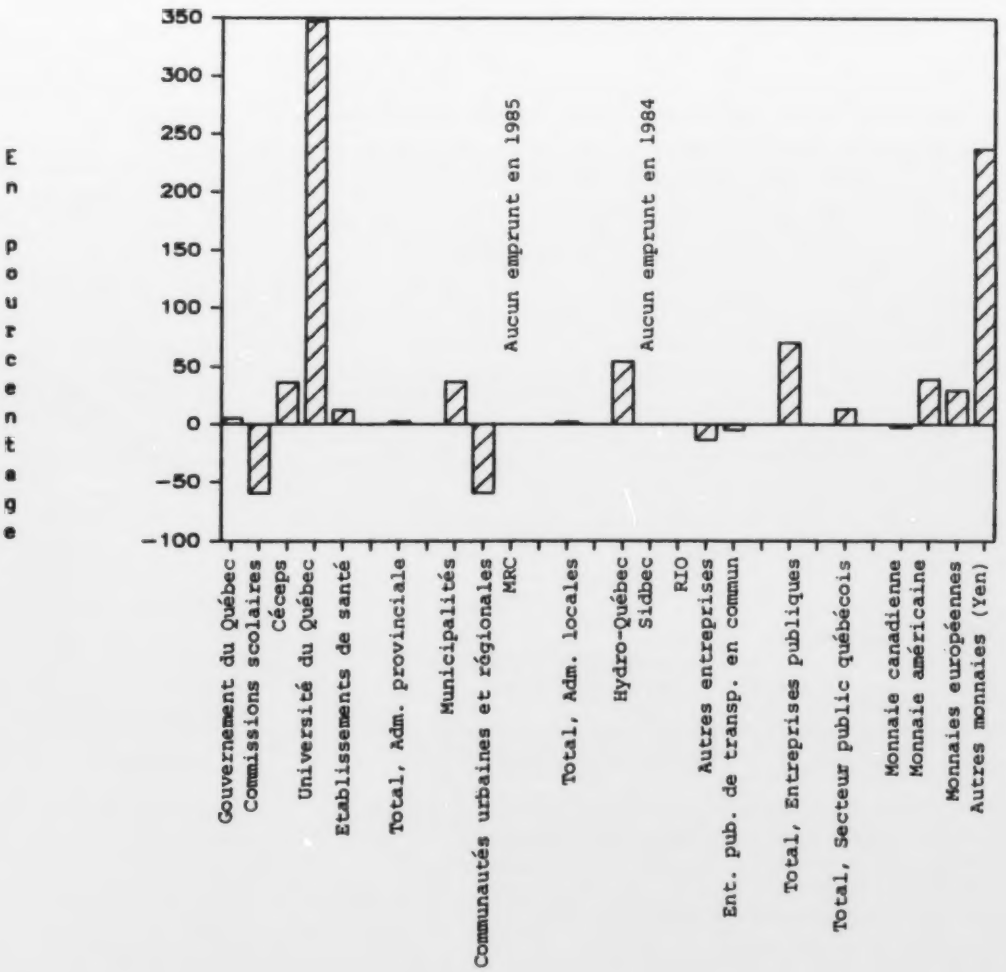


Hydro-Québec occupe une fois de plus le second rang avec des emprunts de 1,7 milliard. Ce montant représente une hausse de 54,6 % par rapport à 1984.

Les municipalités demeurent l'emprunteur le plus important des administrations locales avec des emprunts s'élevant à quelque 1,0 milliard de dollars, soit 37,3 % de plus qu'en 1984. Les communautés urbaines et régionales suivent avec des emprunts de 183,4 millions de dollars, enregistrant une baisse de 59,0 % par rapport à 1984. Quant aux MRC, elles n'ont pas fait d'emprunt en 1985 alors qu'elles avaient emprunté 0,2 million de dollars en 1984. Les emprunts totaux des administrations locales totalisent donc près de 1,2 milliard de dollars, ce qui constitue une hausse de 0,8 % par rapport à 1984.

Les autres composantes du secteur public québécois réalisent des emprunts d'une valeur de près de 1,1 milliard de dollars en 1985, soit une augmentation de 8,7 % par rapport à 1984. Toutefois, la répartition des emprunts entre les différentes composantes a subi plusieurs modifications.

Graphique 2
Variations des emprunts à long terme du secteur public québécois, en pourcentage, 1985/1984



En effet, les institutions publiques d'éducation, de santé et de services sociaux ont diminué globalement leurs emprunts de 18,0 % en 1985. Ainsi, les commissions scolaires ont réalisé des emprunts de 243,3 millions de dollars en 1985, ce qui représente une baisse de 59,1 % par rapport à 1984 alors que les établissements publics de santé et de services sociaux ont emprunté 210,0 millions de dollars, soit une hausse de 60,8 % par rapport à 1984. Quant aux emprunts des cégeps, ils totalisent 200,3 millions de dollars, une hausse de 36,8 % par rapport à 1984. Enfin, les emprunts de l'Université du Québec se sont accrus de 347,1 %, soit 76,0 millions de dollars en 1985 comparativement à 17,0 millions de dollars en 1984. Les emprunts des institutions publiques totalisent donc 729,6 millions de dollars en 1985.

Quant aux entreprises publiques autres qu'Hydro-Québec, leurs emprunts s'élèvent à 332,9 millions de dollars, ce qui représente une augmentation de 277,0 % par rapport à 1984. Sidbec est presque entièrement responsable de cette hausse avec des emprunts totalisant 253,2 millions de dollars en 1985 comparativement à aucun emprunt en 1984. Quant aux entreprises publiques de transport en commun, elles ont emprunté 34,9 millions de dollars en 1985 par rapport à 36,6 millions de dollars en 1984.

Ces variations au niveau des sommes empruntées entraînent en 1985 quelques changements dans la structure de la demande de capitaux du secteur public québécois, tel qu'on peut le voir au tableau B. Les trois principaux emprunteurs, soit le gouvernement

Tableau B
Part relative des composantes du secteur public québécois dans la demande de financement, 1984-1985

	1984	1985	Variation
	%		
Administration publique provinciale			
Gouvernement du Québec			
Ministères	48,3	40,8	-7,5
Fonds spéciaux	2,7	6,7	4,0
Somme partielle	51,0	47,5	-3,5
Institutions publiques			
Commissions scolaires	8,9	3,3	-5,6
Cégeps	2,2	2,7	0,5
Université du Québec	0,3	1,0	0,7
Etablissements publics de santé	2,0	2,8	0,8
Somme partielle	13,4	9,8	-3,6
Total de l'administration publique provinciale	**64,4**	**57,3**	**-7,1**
Administrations publiques locales			
Municipalités	11,0	13,3	2,3
Communautés urbaines et régionales	6,7	2,4	-4,3
MRC	-	-	-
Total des administrations publiques locales	**17,7**	**15,7**	**-2,0**
Entreprises publiques			
Hydro-Québec	16,5	22,5	6,0
Régie des installations olympiques	-	-	-
Sidbec	-	3,4	3,4
Autres entreprises provinciales	0,8	0,6	-0,2
Entreprises publiques de transport en commun	0,6	0,5	-0,1
Total des entreprises publiques	**17,9**	**27,0**	**9,1**
Total du secteur public québécois	**100,0**	**100,0**	**-**

du Québec, les administrations locales (municipalités, communautés urbaines et régionales et municipalités régionales de comté) et Hydro-Québec, demeurent responsables de la majorité des emprunts, leur part cumulative étant de 85,9 % en regard de 85,3 % l'année précédente.

Malgré la hausse de ses emprunts, le gouvernement du Québec voit sa part relative diminuer en 1985 pour atteindre 47,5 %, soit 3,5 points de moins qu'en 1984. Du côté des administrations locales, on observe également une chute de leur part relative qui se situe à 15,7 % en 1985, soit une baisse de 2,0 points. Par contre, Hydro-Québec, en accroissant fortement le niveau de ses emprunts, voit sa part relative passer de 16,5 % en 1984 à 22,5 % en 1985.

Parmi les autres emprunteurs du secteur public québécois, les institutions publiques d'éducation, de santé et de services sociaux voient leur part relative atteindre 9,8 %, soit 3,6 points de moins qu'en 1984 alors que les entreprises publiques autres qu'Hydro-Québec augmentent leur part relative de 3,1 points pour atteindre 4,5 %, la différence étant surtout due à Sidbec dont la part relative s'élève à 3,4 % en 1985 alors qu'aucun nouvel emprunt n'avait été effectué en 1984.

Le financement selon la monnaie

Plusieurs modifications surviennent au niveau des sources de crédits obtenus par le secteur public québécois en 1985 qui se traduisent par une baisse des fonds de provenance canadienne comme principale source de financement et par une hausse des fonds de source étrangère. Ainsi, les emprunts libellés en dollars canadiens passent de 4,8 milliards de dollars à 4,6 milliards de dollars, soit une diminution de 2,5 %. Les emprunts en devises américaines accusent par contre une augmentation de 39,9 % pour un total de 1,3 milliard de dollars. Il en est de même pour les emprunts absorbés par le marché européen qui enregistrent une hausse de 30,3 % pour atteindre 1,0 milliard de dollars en 1985. Le yen japonais a permis de financer des emprunts totalisant 0,6 milliard de dollars, soit une majoration de 237,4 % par rapport à 1984.

Il s'ensuit donc des changements au niveau de la structure des emprunts par marché. Tel qu'on peut le voir au tableau C, les besoins de crédit du secteur public québécois en 1985 ont été comblés à 61,5 % en monnaie canadienne comparativement à 71,6 % en 1984 alors que la part de la monnaie américaine est passée de 14,3 % en 1984 à 17,6 % en 1985. La part des monnaies européennes s'est élevée à 13,4 % en 1985 comparativement à 11,6 % en 1984. Enfin, le yen a comblé 7,5 % des besoins de financement en 1985 alors qu'il n'avait été utilisé que pour 2,5 % des emprunts en 1984.

Ce repli de la monnaie canadienne comme source de financement ne s'est toutefois pas opéré de façon similaire chez toutes les composantes du secteur public québécois. En effet, seuls le gouvernement du Québec et l'Université du Québec ont diminué la part relative de leurs emprunts en monnaie canadienne. Le mouvement à la hausse des emprunts des autres monnaies n'est pas généralisé non plus, exception faite du yen qui augmente sa part relative pour toutes les composantes qui ont emprunté dans cette monnaie en 1985.

Ainsi, le gouvernement du Québec fait passer la part relative de ses emprunts en monnaie canadienne de 76,3 % en 1984 à 58,0 % en 1985, une

Tableau C
Répartition en pourcentage des emprunts à long terme du secteur public québécois selon la monnaie, par organisme, 1984 et 1985

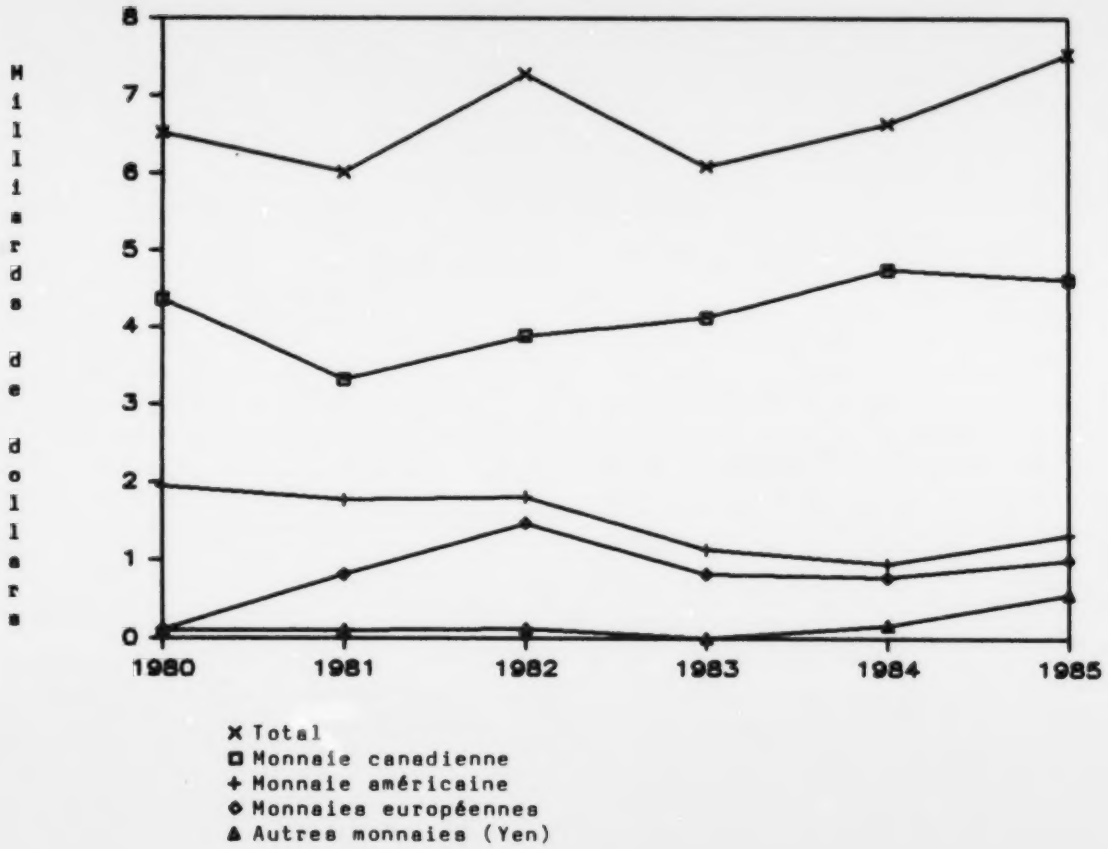
	Monnaies							
	canadienne		américaine		européennes		autres	
	1984	1985	1984	1985	1984	1985	1984	1985
Administration publique provinciale								
Gouvernement du Québec								
Ministères	79,4	59,2	16,1	21,3	2,8	11,6	1,7	7,9
Fonds spéciaux	19,8	50,9	32,7	34,3	19,2	-	28,3	14,8
Somme partielle	76,3	58,0	17,0	23,1	3,6	10,0	3,1	8,9
Institutions publiques								
Commissions scolaires	100,0	100,0	-	-	-	-	-	-
Cégeps	100,0	100,0	-	-	-	-	-	-
Université du Québec	100,0	67,1	-	-	-	32,9	-	-
Etablissements publics de santé	100,0	100,0	-	-	-	-	-	-
Somme partielle	100,0	96,6	-	-	-	3,4	-	-
Total de l'administration publique provinciale	**81,3**	**64,5**	**13,4**	**19,2**	**2,9**	**8,9**	**2,4**	**7,4**
Administrations publiques locales								
Municipalités	76,4	79,3	1,8	-	21,8	18,2	-	2,5
Communautés urbaines et régionales	35,2	51,5	57,6	-	7,2	48,5	-	-
MRC	100,0	-	-	-	-	-	-	-
Total des administrations publiques locales	**60,8**	**75,0**	**22,9**	**-**	**16,3**	**22,9**	**-**	**2,1**
Entreprises publiques								
Hydro-Québec	46,9	50,6	7,5	15,8	39,8	20,5	5,8	13,1
Régie des installations olympiques	-	-	-	-	-	-	-	-
Sidbec	-	9,9	-	90,1	-	-	-	-
Autres entreprises provinciales	61,7	100,0	38,3	-	-	-	-	-
Entreprises publiques de transport en commun	45,4	92,0	-	-	54,6	8,0	-	-
Total des entreprises publiques	**47,5**	**47,3**	**8,6**	**24,4**	**38,5**	**17,3**	**5,4**	**11,0**
Total du secteur public québécois	**71,6**	**61,5**	**14,3**	**17,6**	**11,6**	**13,4**	**2,5**	**7,5**

chute de 18,3 points. La part de ses emprunts réalisés en monnaie américaine augmente de 17,0 % en 1984 à 23,1 % en 1985, et ceux en monnaies européennes s'accroissent de 3,6 % en 1984 à 10,0 % en 1985. Quant aux emprunts en yen, ceux-ci passent de 3,1 % en 1984 à 8,9 % en 1985.

En ce qui concerne les institutions publiques d'éducation, de santé et de services sociaux, toutes les composantes ont emprunté en devise canadienne en 1985, à l'exception de l'Université du Québec qui a effectué 32,9 % de ses emprunts en monnaies européennes.

Du côté des administrations locales, les municipalités augmentent leurs emprunts en monnaie canadienne, la part relative de cette devise étant de 79,3 % en 1985 comparativement à 76,4 % en 1984. Par ailleurs, la monnaie européenne diminue sa part relative à 18,2 % contre 21,8 % en

Graphique 3
Emprunts à long terme du secteur public québécois,
selon la monnaie, 1980-1985



1984 alors que la part relative du yen s'élève à 2,5 % en 1985 comparativement à aucun emprunt en 1984. Aucun emprunt n'a été réalisé en monnaie américaine en 1985 par rapport à 1,8 % en 1984. Les communautés urbaines et régionales ont réalisé 51,5 % de leurs emprunts en 1985 en monnaie canadienne et 48,5 % en monnaies européennes alors que, en 1984, 35,2 % des emprunts ont été effectués en monnaie canadienne, 57,6 % en monnaie américaine et 7,2 % en monnaies européennes.

Quant aux entreprises publiques, Hydro-Québec augmente ses emprunts en monnaie canadienne, ces derniers représentant 50,6 % du total comparativement à 46,9 % en 1984. Les parts relatives des monnaies américaine, européennes et du yen sont respectivement de 15,8 % (+8,3), 20,5 % (-19,3) et 13,1 % (+7,3). Sidbec a réalisé 90,1 % de ses emprunts en 1985 en monnaie américaine et 9,9 % en monnaie canadienne. En ce qui concerne les entreprises publiques de transport en commun, la part relative

de leurs emprunts en monnaie canadienne passe de 45,4 % en 1984 à 92,0 % en 1985 alors que celle en monnaies européennes passe de 54,6 % en 1984 à 8,0 % en 1985. Pour ce qui est des autres entreprises publiques, tous les emprunts en 1985 sont en monnaie canadienne alors que les parts relatives des emprunts de l'année précédente ont été de 61,7 % en monnaie canadienne et 38,3 % en monnaie américaine.

La baisse de la part relative de la monnaie canadienne a été accompagnée d'une diminution de l'émission 1985 d'obligations d'épargne du Québec qui a atteint 654 millions de dollars comparativement à une émission de 1,2 milliard de dollars en 1984. Quant à la Caisse de dépôt et placement du Québec[1], elle a encore contribué cette année d'une façon importante au financement du secteur public québécois.

---

1. En 1985, la Caisse de dépôt et placement a acheté pour 1,26 milliard de dollars de nouvelles obligations du secteur public québécois dont 800 millions de dollars d'émissions à long terme du gouvernement du Québec, 273,3 millions de dollars des institutions publiques d'éducation, de santé et de services sociaux, 150 millions de dollars d'Hydro-Québec et 37,4 millions de dollars des administrations locales. L'année précédente, ces mêmes achats totalisaient 1,19 milliard de dollars.

La valeur nominale des emprunts bruts annuels

En 1985, le total des émissions brutes d'obligations effectuées par le secteur public canadien et les sociétés privées peut être évalué à 59,5 milliards de dollars comparativement à 51,9 milliards de dollars en 1984[1], soit une hausse de 14,7 %. Plus précisément, les émissions brutes d'obligations faites au Canada augmentent de 4,4 % pour atteindre 45,3 milliards de dollars comparativement à 43,4 milliards en 1984, alors que celles effectuées à l'étranger augmentent de 66,8 % totalisant 14,2 milliards de dollars en 1985 contre 8,5 milliards de dollars en 1984.

Les modifications, en ce qui a trait aux émissions effectuées à l'étranger, se retrouvent surtout au niveau des sociétés privées et du gouvernement du Canada. En effet, les emprunts obligataires des sociétés qui comptent pour plus de 45,0 % de ceux effectués à l'étranger sont passés de 2,9 milliards en 1984 à 6,4 milliards en 1985, soit une augmentation de 119,5 %. Quant aux émissions au Canada, elles s'élèvent à 3,8 milliards de dollars, soit une hausse de 26,7 % par rapport à 1984. En ce qui concerne les emprunts obligataires à l'étranger du gouvernement du Canada, ils ont augmenté d'une façon importante totalisant 2,6 milliards de dollars en 1985 comparativement à 0,4 milliard de dollars en 1984. Pendant ce temps, ses émissions au Canada ont augmenté de 9,7 % pour totaliser 32,3 milliards en 1985, ce qui représente 71,4 % du total des émissions effectuées au Canada.

Le secteur public québécois, avec une augmentation de 13,4 % de ses emprunts à long terme en 1985, voit sa part relative du marché primaire des obligations canadiennes en 1985 passer de 12,8 % à 12,7 %. La part relative du secteur public québécois diminue tant sur le marché canadien que sur le marché étranger. Au Canada, elle passe de 11,0 % à 10,2 % tandis qu'à l'étranger, elle passe de 22,2 % à 20,4 %.

Au sein du secteur public québécois, le gouvernement du Québec demeure au premier rang des emprunteurs en monnaie canadienne. Son importance relative a toutefois diminué, ses emprunts représentant 44,9 % des emprunts du secteur public québécois sur le marché canadien en 1985, contre 54,4 % en 1984. Ce sont les administrations locales qui suivent au deuxième rang avec une augmentation de la part relative de leurs emprunts de 15,1 % à 19,2 %. Hydro-Québec vient ensuite avec une part relative de 18,5 % sur le marché canadien en 1985, contre 10,8 % en 1984. Les commissions scolaires se retrouvent au quatrième rang avec une baisse de la part relative de ses emprunts de 12,5 % à 5,3 % sur le marché canadien.

Sur le marché des devises américaines, le gouvernement du Québec détient aussi le premier rang en augmentant la part relative de ses

1. Source: Banque du Canada. Revue de la banque du Canada. Février 1986.

Tableau D
Répartition en pourcentage des emprunts à long terme du secteur public québécois selon l'emprunteur, par monnaie, 1984-1985

	Monnaies							
	canadienne		américaine		européennes		autres	
	1984	1985	1984	1985	1984	1985	1984	1985
Administration publique provinciale								
Gouvernement du Québec								
Ministères	53,7	39,3	54,5	49,4	11,6	35,5	31,9	43,0
Fonds spéciaux	0,7	5,6	6,1	13,2	4,4	-	29,9	13,2
Somme partielle	54,4	44,9	60,6	62,6	16,0	35,5	61,8	56,2
Institutions publiques								
Commissions scolaires	12,5	5,3	-	-	-	-	-	-
Cégeps	3,1	4,3	-	-	-	-	-	-
Université du Québec	0,4	1,1	-	-	-	2,5	-	-
Etablissements publics de santé	2,7	4,5	-	-	-	-	-	-
Somme partielle	18,7	15,2	-	-	-	2,5	-	-
Total de l'administration publique provinciale	**73,1**	**60,1**	**60,6**	**62,6**	**16,0**	**38,0**	**61,8**	**56,2**
Administrations publiques locales								
Municipalités	11,8	17,2	1,4	-	20,7	18,2	-	4,4
Communautés urbaines et régionales	3,3	2,0	27,2	-	4,1	8,8	-	-
MRC	-	-	-	-	-	-	-	-
Total des administrations publiques locales	**15,1**	**19,2**	**28,6**	**-**	**24,8**	**27,0**	**-**	**4,4**
Entreprises publiques								
Hydro-Québec	10,8	18,5	8,7	20,2	56,6	34,7	38,2	39,4
Régie des installations olympiques	-	-	-	-	-	-	-	-
Sidbec	-	0,5	-	17,2	-	-	-	-
Autres entreprises provinciales	0,7	1,0	2,1	-	-	-	-	-
Entreprises publiques de transport en commun	0,3	0,7	-	-	2,6	0,3	-	-
Total des entreprises publiques	**11,8**	**20,7**	**10,8**	**37,4**	**59,2**	**35,0**	**38,2**	**39,4**
Total du secteur public québécois	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**

emprunts en cette monnaie de 60,6 % à 62,6 %. Hydro-Québec se classe au second rang avec une part relative de 20,2 % en 1985 comparativement à 8,7 % en 1984. Sidbec se retrouve au troisième rang avec une part relative de 17,2 % alors qu'aucun emprunt n'a été effectué en 1984.

Sur le marché européen, c'est le gouvernement du Québec qui occupe une fois de plus le premier rang avec une part relative de 35,5 % comparativement à 16,0 % en 1984. Hydro-Québec occupe le second rang sur ce marché avec une part relative de 34,7 %, une baisse de 21,9 points par rapport à 1984. Les administrations locales détiennent le troisième rang avec une part relative de 27,0 % comparativement à 24,8 % en 1984.

Enfin, le gouvernement du Québec et Hydro-Québec se partagent respecti-

vement 56,2 % et 39,4 % des emprunts du secteur public québécois sur le marché japonais comparativement à 61,8 % et 38,2 % en 1984. La part relative des municipalités sur ce marché en 1985 s'est élevée à 4,4 % par rapport à aucun emprunt en 1984.

Le coût réel à l'emprunteur

En termes nominaux, le coût réel moyen pondéré du capital emprunté par le secteur public québécois en 1985 s'établit à 10,85 %. Comparativement à 1984 où il était à 12,42 %, ceci représente une baisse de 157 points de base. Précisons, cependant, que le coût réel des emprunts ne peut être connu avec précision parce que l'on ignore quels seront les taux de change en vigueur au moment des remboursements de capital et tout au long de paiements d'intérêts des emprunts en monnaies étrangères. De plus, les taux nominaux doivent être considérés en tenant compte des taux d'inflation, car ces derniers feront décroître la valeur de la monnaie avec laquelle les intérêts et le capital seront remboursés.

De 1984 à 1985, le taux d'inflation[1] passe de 4,4 % à 4,0 %, soit une baisse de 0,4 point. Les taux d'intérêt réels, c'est-à-dire l'écart entre le coût réel moyen des titres du secteur public québécois et l'indice des prix à la consommation est donc de 6,85 % comparativement à 8,02 % en 1984.

De façon détaillée (voir tableau 6 à la partie 2), le coût réel des emprunts du gouvernement du Québec passe de 12,37 % en 1984 à 10,61 % en 1985 (-1,76), celui des administations locales de 12,11 % à 11,32 % (-0,79) et celui d'Hydro-Québec de 12,15 % à 10,81 % (-1,34). Par ailleurs, le coût réel des emprunts totaux en monnaie canadienne passe de 12,72 % en 1984 à 10,93 % en 1985 (-1,79). Pour les emprunts en monnaie américaine, le coût réel passe de 12,47 % à 12,35 % (-0,12) alors qu'au niveau des emprunts en monnaies européennes, il passe de 11,16 % à 10,00 % (-1,16). Le coût réel des emprunts en yen japonais passe de 9,59 % à 8,23 % (-1,36).

L'évolution des coûts réels des emprunts du secteur public québécois dépend, en dehors des changements ayant pu survenir dans les conditions techniques, de l'évolution des conditions de crédit sur les marchés financiers suite aux politiques monétaires canadienne et américaine et de l'échéance des emprunts.

La politique monétaire

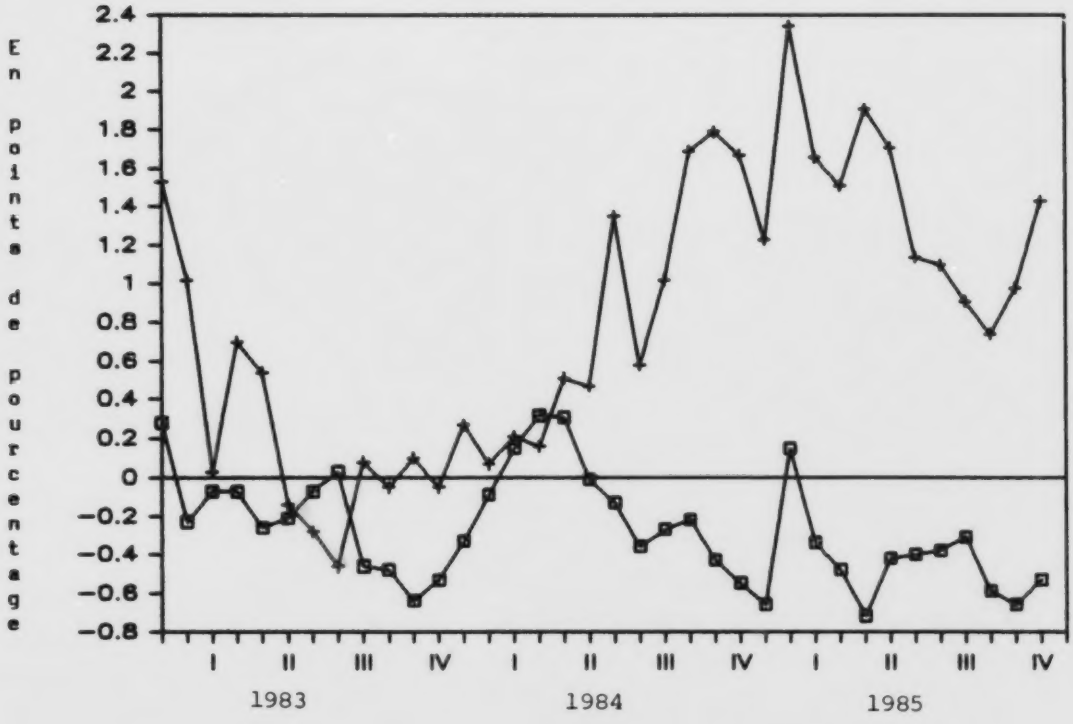
La Banque du Canada a poursuivi en 1985 une politique qui a visé principalement à promouvoir des conditions financières favorables pour la poursuite de l'expansion de l'économie. Les opérations qu'elle a effectuées sur les marchés financiers ont visé à orienter les taux d'intérêt vers la baisse sans compromettre les progrès réalisés au niveau de l'inflation.

Les taux d'intérêt en 1985 ont affiché dans l'ensemble une tendance à la baisse. Cette tendance s'est toutefois renversée à deux reprises durant l'année. En effet, les pressions exercées par la poussée des taux d'intérêt américains combinées à un

---

1. Basé sur l'indice des prix à la consommation au Canada.

Graphique 4
Écart entre les taux d'intérêt au Canada et aux États-Unis,
1983-1985



✚ Papier commercial à 90 jours[1]
□ Obligations industrielles[2]

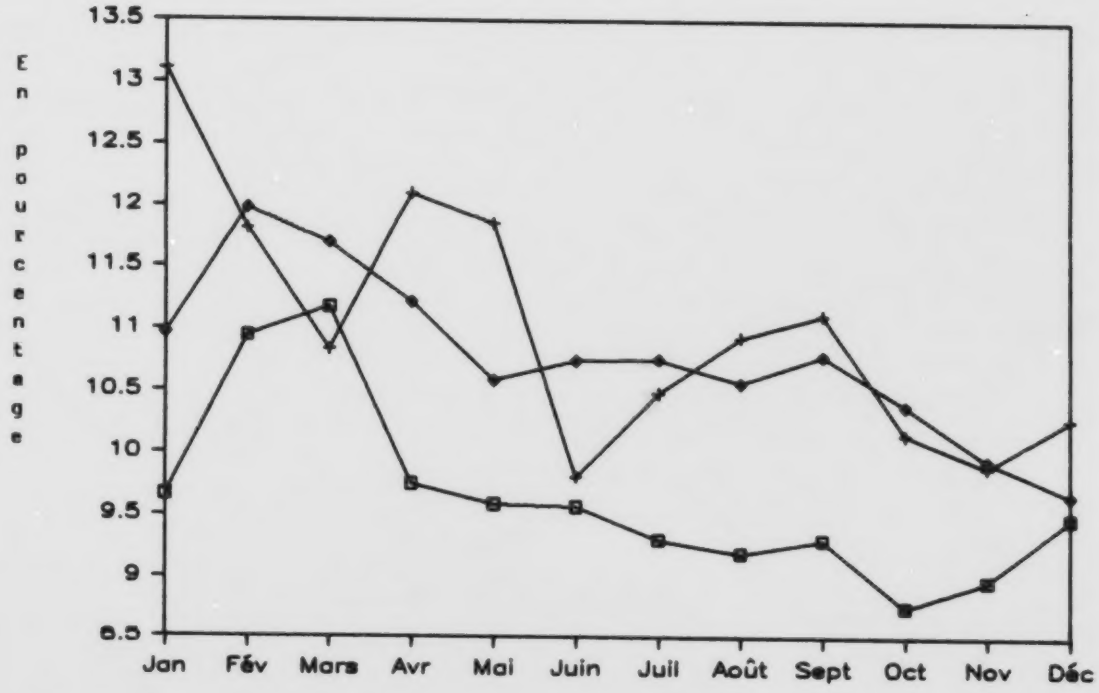
1. Écart entre le taux des papiers de premier choix des sociétés de financement à 90 jours au Canada et celui du papier commercial à 90 jours aux États-Unis.
2. Écart entre la moyenne pondérée à moyen terme des rendements moyens des sociétés (McLeod, Young, Weir) et celui des obligations industrielles américaines (Moody's).

repli appréciable du cours du dollar canadien ont entraîné de fortes augmentations des taux d'intérêt canadiens au premier trimestre de l'année. Les taux canadiens se sont ensuite inscrits à la baisse jusqu'à l'automne où le dollar canadien a de nouveau été l'objet de pressions à la baisse, ce qui a entraîné la hausse des taux d'intérêt à court terme.

Dans ce contexte, la hausse des taux d'intérêt canadiens à court terme au début de l'année a été beaucoup plus marquée que celle des taux d'intérêt américains, accroissant ainsi l'écart qui existait déjà en défaveur des taux canadiens. L'écart s'est ensuite réduit graduellement jusqu'à l'automne où de nouvelles pressions à la baisse subies par le dollar canadien ont entraîné les taux canadiens à court terme à augmenter alors que les taux américains demeuraient stables.

L'évolution du cours du dollar canadien, qui se négociait autour de 71,5 cents américains à la fin de

Graphique 5
Taux de rendement des obligations du secteur public québécois
et du gouvernement du Canada, janvier-décembre 1985



+ Secteur public québécois[1]
◇ Gouvernement du Canada[2]
□ Taux d'escompte de la Banque du Canada

1. Coût réel moyen pondéré à l'emprunteur.
2. Rendement moyen des obligations de 5 à 10 ans.

Sources: Banque du Canada. Revue de la Banque du Canada.
Bureau de la statistique du Québec.

l'année alors qu'il valait environ 75,5 cents américains au début de 1985, n'a pas influencé aussi directement les taux d'intérêt à long terme. En effet, les taux canadiens à long terme ont reculé à peu près au même rythme que les taux américains correspondants, maintenant l'écart aux alentours d'un demi-point en faveur des taux américains pendant la majeure partie de l'année.

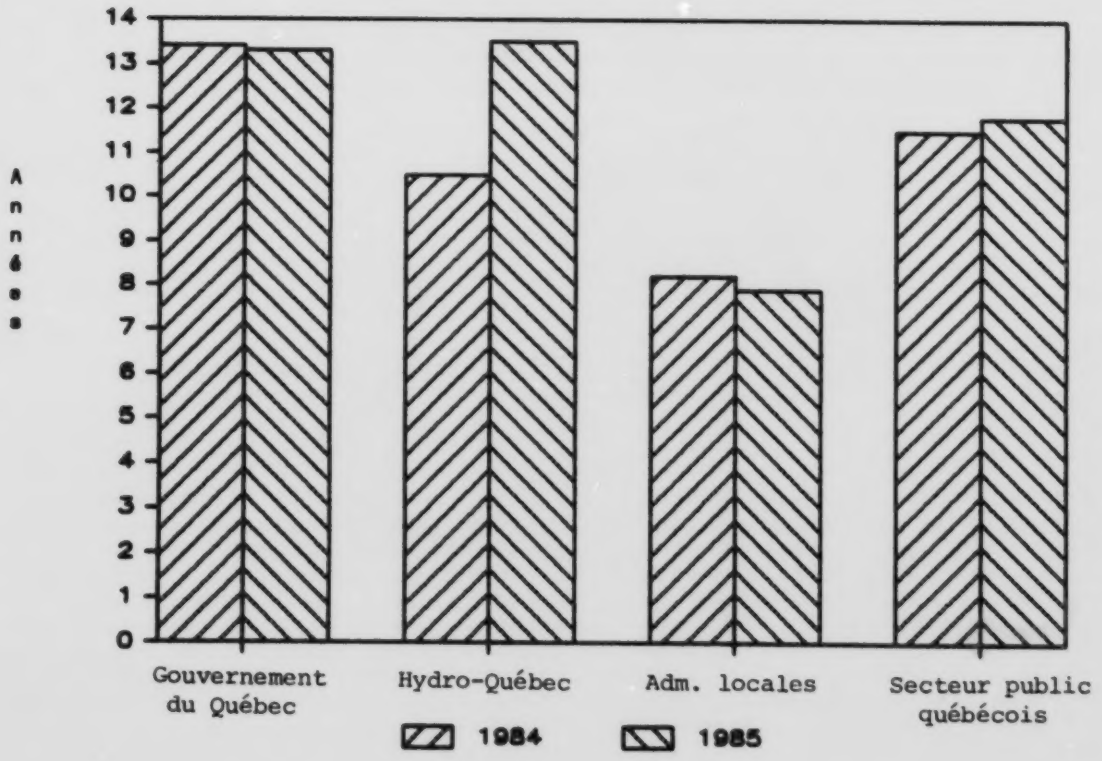
Pour ce qui est du taux d'escompte, il est passé de 9,66 % (30 janvier) à 11,18 % (27 mars) pour ensuite descendre graduellement et atteindre 8,77 % (30 octobre) à l'automne. L'année s'est terminée par une remontée du taux d'escompte qui a atteint 9,49 % à la fin de décembre. Durant cette période, le taux de rendement moyen des obligations à long terme (5 à 10 ans) du gouvernement canadien, considéré comme un excellent baromètre du marché obligataire, est passé de 10,97 % (25 janvier) à 11,98 % (27 février) pour ensuite fléchir graduellement jusqu'à la fin de 1985 à 9,67 % (25 décembre).

L'évolution des divers taux de rendement sur les marchés financiers affecte le financement des organismes du secteur public. Lorsque les taux d'intérêt sont volatiles, les investisseurs préfèrent acheter des titres offrant des échéances plus courtes. Les emprunteurs publics utilisent alors des instruments de crédit à court terme tels que les Bons du trésor et les conventions de crédit. Au Québec, le gouvernement du Québec a émis en 1985 pour 5 555 millions de dollars de Bons du trésor comparativement à 5 535 millions de dollars en 1984. Ces Bons sont émis par voie d'enchère hebdomadaire auprès des institutions financières et la durée de chaque émission est généralement de trois mois. Au 31 décembre 1985, l'encours des Bons du trésor était de 1,555 milliard de dollars, soit 10,7 % de plus qu'en 1984.

La durée des emprunts

En raison de taux d'intérêt moins élevés en 1985, la durée moyenne des emprunts du secteur public québécois connaît dans son ensemble une légère hausse (voir graphique 6). La durée moyenne des emprunts à long terme

Graphique 6
Durée moyenne pondérée des emprunts à long terme pour certaines composantes



passe de 11,5 ans en 1984 à 11,8 ans en 1985. Rappelons qu'en 1983 la durée moyenne des emprunts du secteur public était de 10,2 ans.

Hydro-Québec est l'emprunteur qui enregistre l'augmentation la plus notable dans la durée de ses emprunts, celle-ci passant de 10,5 ans en 1984 à 13,5 ans en 1985. La durée des emprunts du gouvernement du Québec, l'emprunteur le plus important du secteur public québécois, passe de 13,4 ans en 1984 à 13,3 ans en 1985. Quant aux administrations locales, elles passent de 8,2 ans en 1984 à 7,9 ans en 1985. Les autres organismes voient la durée de leurs emprunts diminuer en 1985.

Ces observations sur la durée des emprunts à long terme indiquent que tous les organismes du secteur public québécois n'ont pas réagi de la même façon aux fluctuations qui ont prévalu sur les marchés en 1985, en moyenne, ils ont augmenté la durée de leurs nouveaux emprunts sans toutefois écarter les modes de financement à court terme.

Résumé

L'année 1985 a été marquée par des périodes de fortes pressions à la baisse du dollar canadien, ce qui a entraîné des hausses temporaires des taux d'intérêt. Toutefois, la tendance fondamentale des taux d'intérêt au Canada a été à la baisse en 1985. Dans ce contexte, la situation économique canadienne a continué de s'améliorer, enregistrant une forte croissance pour une troisième année consécutive, alors que le taux d'inflation a été en moyenne plus bas qu'en 1984. Au niveau du financement à long terme du secteur public québécois, on enregistre une augmentation des emprunts accompagnée d'une baisse des coûts réels de ces nouveaux emprunts.

En dépit d'une baisse des taux d'intérêt canadiens, les emprunts à long terme du secteur public québécois sur le marché canadien ont diminué. La baisse significative de l'émission d'obligations d'épargne du Québec a contribué à diminuer la part du marché canadien qui a comblé 61,5 % de la demande de financement en 1985.

L'instabilité du marché financier au cours des dernières années a sensiblement modifié le caractère des titres émis sur les marchés des capitaux. Ainsi, une fois de plus en 1985, l'utilisation d'instruments de crédit à court terme a permis de combler une part appréciable des besoins de financement.

Enfin, la durée moyenne des emprunts du secteur public québécois a légèrement augmenté, en raison principalement de la hausse de la durée des emprunts d'Hydro-Québec.

Partie II - Détail des emprunts à long terme du secteur public québécois

Tableau 1
Financement à long terme du secteur public québécois et indicateurs économiques, 1981-1985

	1981	1982	1983	1984	1985	Taux de croissance				Taux annuel composé
						1982/81	1983/82	1984/83	1985/84	1985/81
	'000 000 $					%				%
Gouvernement du Québec	2 336,2	2 852,6	2 560,1	3 390,4	3 586,5	22,1	-10,3	32,4	5,8	11,3
Commissions scolaires	35,0	47,9	368,0	595,3	243,3	36,9	668,3	61,8	-59,1	62,4
Cégeps	28,5	70,0	-	146,4	200,3	145,6	...	...	36,8	62,8
Université du Québec	27,0	32,0	17,0	17,0	76,0	18,5	-46,9	-	347,1	29,5
Établissements publics de santé	130,4	196,0	88,8	130,6	210,0	51,8	-55,2	47,1	60,8	12,7
Somme partielle	2 557,2	3 200,5	3 033,9	4 279,6	4 316,1	25,2	-5,2	41,1	0,9	14,0
Municipalités	827,2	884,0	593,6	732,2	1 005,4	6,9	-32,9	23,3	37,3	5,0
Communautés urbaines et régionales	319,7	348,5	233,3	447,1	183,4	9,0	-33,1	91,6	-59,0	-13,0
Corporations de comté / MRC	0,7	1,2	-	0,2	-	71,4	...	...	...	...
Somme partielle	1 147,6	1 233,7	826,9	1 179,5	1 188,8	7,5	-33,0	42,6	0,8	0,9
Hydro-Québec	2 239,5	2 289,9	1 768,1	1 100,2	1 700,9	2,3	-22,8	-37,8	54,6	-6,6
Sidbec	-	-	375,0	-	253,2	-	...	...	...	...
RIO	50,0	448,0	-	-	-	796,0	...	...	...	...
Autres	-	-	46,2	51,7	44,8	-	...	11,9	-13,3	...
Entreprises publiques de transport en commun	18,2	109,2	42,3	36,6	34,9	500,0	-61,3	-13,5	-4,6	17,7
Somme partielle	2 307,7	2 847,1	2 231,6	1 188,5	2 033,8	23,4	-21,6	-46,7	71,1	-3,1
Total[1]										
monnaie canadienne	3 323,1	3 883,0	4 137,2	4 758,7	4 638,4	16,8	6,5	15,0	-2,5	8,7
monnaie américaine	1 769,4	1 806,3	1 132,5	947,9	1 325,8	2,1	-37,3	-16,3	39,9	-7,0
monnaies européennes	816,3	1 469,4	822,7	772,6	1 006,4	80,0	-44,0	-6,1	30,3	5,4
autres (YEN)	103,7	122,6	-	168,4	568,1	18,2	...	...	237,4	53,0
Total du secteur public québécois										
en dollars courants	6 012,5	7 281,3	6 092,4	6 647,6	7 538,7	21,1	-16,3	9,1	13,4	5,8
en dollars constants de 1971[2]	2 407,9	2 642,9	2 100,1r	2 228,5r	2 450,0	9,8	-20,5r	6,1r	9,9	0,4
	'000 000 $					%				%
PIB au prix du marché	80 015,0	84 009,0	90 432,0	97 631,0r	104 935,0p	5,0	7,6	8,0r	7,5	7,0
PIB en dollars constants (1971=100)[2]	32 044,5	30 493,3	31 172,7r	32 729,1r	34 103,0p	-4,8	2,2r	5,0r	4,2	1,6
Revenu personnel	71 383,0	77 761,0	81 641,0	88 218,8r	94 840,0p	8,9	5,0	8,1r	7,5	7,4
Émissions brutes d'obligations du secteur public canadien[3]										
Gouvernement du Canada	19 869,0	21 866,0	25 285,0	29 869,0r	34 925,0	10,1	15,6	18,1r	16,9	15,1
Provinces et municipalités										
au Canada	10 515,0	12 790,0r	12 160,0r	11 455,0r	9 151,0	21,6r	-4,9r	-5,8r	-20,1	-3,4
à l'étranger	6 733,0	7 597,0	5 705,0	5 187,0r	5 182,0	12,8	-24,9	-9,1r	-0,1	-6,3
Somme partielle	17 248,0	20 387,0r	17 865,0r	16 642,0r	14 333,0	18,2r	-12,4r	-6,8r	-13,9	-4,5
Total du secteur public canadien[3]	37 117,0	42 253,0r	43 150,0r	46 511,0r	49 258,0	13,8r	2,1r	7,8r	5,9	7,3
	%									
Total du secteur public québécois en pourcentage										
du PIB	7,5	8,7	6,7	6,8r	7,2p	...	...	...	...	...
du revenu personnel	8,4	9,4	7,5	7,5r	7,9p	...	...	...	...	...
des provinces et municipalités	34,9	35,7r	34,1r	39,9r	52,6	...	...	...	...	...
du secteur public canadien	16,2	17,2r	14,1r	14,3r	15,3	...	...	...	...	...

Tableau 1 (suite)
Financement à long terme du secteur public québécois et indicateurs économiques, 1981-1985

	1981	1982	1983	1984	1985	Taux de croissance				Taux annuel composé
						1982/81	1983/82	1984/83	1985/84	1985/81
	'000 000 $					%				%
Total du secteur public québécois										
per capita ($)	933,9	1 123,7	935,1	1 016,3r	1 145,5	20,3	-16,8	8,7	12,7	5,2
Indice synthétique des prix de la DNB (1971=100)	249,7	275,5	290,1r	298,3r	307,7	10,3	5,3r	2,8r	3,2	5,3
Population ('000)	6 438,0	6 480,0	6 515,0	6 541,0r	6 581,0	0,7	0,5	0,4r	0,6	0,5

1. Converti en monnaie canadienne.
2. Dégonflé avec l'indice synthétique des prix de la DNB canadienne (données désaisonnalisées).
3. Obligations émises ou garanties.

Sources: Banque du Canada. Revue de la Banque du Canada. Février 1986.
Bureau de la statistique du Québec.

Tableau 2
Valeur annuelle des emprunts à long terme du secteur public québécois selon la monnaie, 1980-1985

	1980	1981	1982	1983	1984	1985
			'000 $			
Monnaie canadienne						
Administrations publiques						
Provinciale						
Gouvernement du Québec	2 393 129	1 712 962	2 033 131	1 920 445	2 587 786	2 079 763
Commissions scolaires	122 377	35 000	17 899	368 040	595 324	243 282
Cégeps	28 500	28 500	70 000	-	146 400	200 300
Université du Québec	22 000	27 000	32 000	17 000	17 000	51 000
Établissements publics de santé	87 935	130 415	198 015	88 790	130 555	210 015
Somme partielle	2 653 941	1 933 877	2 351 045	2 394 275	3 477 065	2 784 360
Locales						
Municipalités	569 251	505 303	597 464	461 196	559 406	797 654
Communautés urbaines et régionales	84 830	135 070	89 074	82 833	157 579	94 530
Corporations de comté/MRC	350	650	1 217	-	160	-
Somme partielle	654 431	641 023	687 755	544 029	717 145	892 184
Total des administrations publiques	**3 308 372**	**2 574 900**	**3 038 800**	**2 938 304**	**4 194 210**	**3 676 544**
Entreprises publiques						
Provinciales						
Hydro-Québec	1 005 000	680 000	735 000	735 413	516 000	860 000
Sidbec	-	-	-	375 000	-	25 000
RIO	50 000	50 000	-	-	-	-
Autres	-	-	-	46 175	31 900	44 800
Somme partielle	1 055 000	730 000	735 000	1 156 588	547 900	929 800
Locales						
Entreprises publiques de transport en commun	7 843	18 241	109 222	42 339	16 609	32 102
Total des entreprises publiques	**1 062 843**	**748 241**	**844 222**	**1 198 927**	**564 509**	**961 902**
Total, monnaie canadienne	**4 371 215**	**3 323 141**	**3 883 022**	**4 137 231**	**4 758 719**	**4 638 446**
Monnaie américaine						
Administrations publiques						
Provinciale						
Gouvernement du Québec	344 790	445 256	245 561	378 111	575 089	829 634
Locales						
Municipalités	297 459	135 367	126 544	32 370	12 921	-
Communautés urbaines et régionales	284 425	105 610	126 195	92 430	257 495	-
Somme partielle	581 884	240 977	252 739	124 800	270 416	-
Total des administrations publiques	**926 674**	**686 233**	**498 300**	**502 911**	**845 505**	**829 634**
Entreprises publiques provinciales						
Hydro-Québec	1 018 675	1 083 120	859 973	629 645	82 545	267 966
Sidbec	-	-	-	-	-	228 229
RIO	-	-	448 000	-	-	-
Autres	-	-	-	-	19 830	-
Total des entreprises publiques	**1 018 675**	**1 083 120**	**1 307 973**	**629 645**	**102 375**	**496 195**
Total, monnaie américaine	**1 945 349**	**1 769 353**	**1 806 273**	**1 132 556**	**947 880**	**1 325 829**

Tableau 2 (suite)
Valeur annuelle des emprunts à long terme du secteur public québécois selon la monnaie, 1980-1985

	1980	1981	1982	1983	1984	1985
			'000 $			
Monnaies européennes						
Administrations publiques						
Provinciale						
Gouvernement du Québec	-	74 366	475 789	261 582	123 411	357 669
Commissions scolaires	-	-	30 000	-	-	-
Université du Québec	-	-	-	-	-	25 000
Locales						
Municipalités	27 598	186 533	159 979	100 000	159 868	182 840
Communautés urbaines et régionales	14 860	79 065	108 669	58 010	32 000	88 868
Entreprises publiques						
Hydro-Québec	66 720	476 348	694 916	403 089	437 301	349 252
Entreprises publiques de transport en commun	-	-	-	-	20 000	2 785
Total, monnaies européennes	**109 178**	**816 312**	**1 469 353**	**822 681**	**772 580**	**1 006 414**
Autres monnaies						
Gouvernement du Québec	97 070	103 721	98 095	-	104 067	319 483
Municipalités	-	-	-	-	-	24 867
Communautés urbaines et régionales	-	-	24 535	-	-	-
Hydro-Québec	-	-	-	-	64 334	223 716
Total, autres monnaies	**97 070**	**103 721**	**122 630**	**-**	**168 401**	**568 066**
Total du secteur public québécois	**6 522 812**	**6 812 527**	**7 281 278**	**6 092 468**	**6 647 580**	**7 538 755**

Tableau 3
Valeur annuelle des emprunts à long terme du secteur public québécois selon l'emprunteur, 1980-1985

	1980	1981	1982	1983	1984	1985
			'000 $			
Administrations publiques						
Provinciale						
Gouvernement du Québec						
monnaie canadienne	2 393 129	1 712 962	2 033 131	1 920 445	2 587 786	2 079 765
monnaie américaine	344 790	445 256	245 561	378 111	575 089	829 634
monnaies européennes	-	74 366	475 789	261 582	123 411	357 669
autres monnaies	97 070	103 721	98 095	-	104 067	319 483
Somme partielle	2 834 989	2 336 305	2 852 576	2 560 138	3 390 353	3 586 549
Commissions scolaires						
monnaie canadienne	122 377	35 000	17 899	368 040	595 324	243 282
monnaies européennes	-	-	30 000	-	-	-
Cégeps	28 500	28 500	70 000	-	146 400	200 300
Université du Québec						
monnaie canadienne	22 000	27 000	32 000	17 000	17 000	51 000
monnaies européennes	-	-	-	-	-	25 000
Établissements publics de santé	87 935	130 415	198 015	88 790	130 555	210 015
Somme partielle	260 812	220 915	347 914	473 830	889 279	729 597
Total de l'administration publique provinciale	**3 095 801**	**2 557 220**	**3 200 490**	**3 033 968**	**4 279 632**	**4 316 146**
Locales						
Municipalités						
monnaie canadienne	569 251	505 303	597 464	461 196	559 406	797 654
monnaie américaine	297 459	135 367	126 544	32 370	12 921	-
monnaies européennes	27 598	186 533	159 979	100 000	159 868	182 840
autres monnaies	-	-	-	-	-	24 867
Somme partielle	894 308	827 203	883 987	593 566	732 195	1 005 361
Communautés urbaines et régionales						
monnaie canadienne	84 830	135 070	89 074	82 833	157 579	94 530
monnaie américaine	284 425	105 610	126 195	92 430	257 495	-
monnaies européennes	14 860	79 065	108 669	58 010	32 000	88 868
autres monnaies	-	-	24 535	-	-	-
Somme partielle	384 115	319 745	348 473	233 273	447 074	183 398
Corporations de comté/MRC	350	650	1 217	-	160	-
Total des administrations publiques locales	**1 278 773**	**1 147 598**	**1 233 677**	**826 839**	**1 179 429**	**1 188 759**
Total des administrations publiques	**4 374 574**	**3 704 818**	**4 434 167**	**3 860 807**	**5 459 061**	**5 504 905**
Entreprises publiques						
Provinciales						
Hydro-Québec						
monnaie canadienne	1 005 000	680 000	735 000	735 413	516 000	860 000
monnaie américaine	1 018 675	1 083 120	859 973	629 645	82 545	267 966
monnaies européennes	66 720	476 348	694 916	403 089	437 301	349 252
autres monnaies	-	-	-	-	64 334	223 716
Somme partielle	2 090 395	2 239 468	2 289 889	1 768 147	1 100 180	1 700 934
Sidbec						
monnaie canadienne	-	-	-	375 000	-	25 000
monnaie américaine	-	-	-	-	-	228 229

Tableau 3 (suite)
Valeur annuelle des emprunts à long terme du secteur public québécois selon l'emprunteur, 1980-1985

	1980	1981	1982	1983	1984	1985
			'000 $			
Régie des installations olympiques						
monnaie canadienne	50 000	50 000	-	-	-	-[1]
monnaie américaine	-	-	448 000	-	-	-[2]
Autres						
monnaie canadienne	-	-	-	46 175	31 900	44 800
monnaie américaine	-	-	-	-	19 830	-
Somme partielle	50 000	50 000	448 000	421 175	51 730	298 029
Total des entreprises publiques provinciales	2 140 395	2 289 468	2 737 889	2 189 322	1 151 910	1 998 963
Locales						
Entreprises publiques de transport en commun						
monnaie canadienne	7 843	18 241	109 222	42 339	16 609	32 102
monnaies européennes	-	-	-	-	20 000	2 785
Total des entreprises publiques locales	**7 843**	**18 241**	**109 222**	**42 339**	**36 609**	**34 887**
Total des entreprises publiques	**2 148 238**	**2 307 709**	**2 847 111**	**2 231 661**	**1 188 519**	**2 033 850**
Total du secteur public québécois	**6 522 812**	**6 012 527**	**7 281 278**	**6 092 468**	**6 647 580**	**7 538 755**

1. Trois emprunts en dollars canadiens totalisant 160 millions effectués en 1985 aux mois de juin (60 millions), juillet (50 millions) et août (50 millions), pour fins de négociation, sont exclus de ce tableau.
2. Un emprunt de 341 millions en dollars américains (soit 250 millions US) effectué en septembre 1985, pour fins de négociation, est exclu de ce tableau.

Tableau 4
Valeur annuelle des emprunts à long terme des administrations publiques locales selon le mode de vente et la monnaie, Québec, 1980-1985

	Selon le mode de vente[1]				Détail selon la monnaie[2]					
	Au marché	Hors marché			Monnaie canadienne	Euro-canadienne	Monnaie américaine	Monnaies européennes	Autres	Total général
		SHQ	SCHL	Somme partielle						
					'000 $					
1985 Municipalités	793 635	3 396	623	4 019	797 654	170 490	-	12 350	24 867	1 005 361
Comm. urbaines et régionales	91 971	-	2 559	2 559	94 530	75 000	-	13 868	-	183 398
MRC	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
1985 Total	**885 606**	**3 396**	**3 182**	**6 578**	**892 184**	**245 490**	**-**	**26 218**	**24 867**	**1 188 798**
1984	700 379	193	16 573	16 766	717 145	132 840	270 416	59 028	-	1 179 429
1983	506 537	381	37 111	37 492	544 029	100 000	124 800	58 010	-	826 839
1982	620 888	3 595	63 272	66 867	687 755	159 500	252 739	109 148	24 535	1 233 677
1981	585 962	1 046	54 015	55 061	641 023	-	240 977	265 598	-	1 147 598
1980	628 696	5 362	20 373	25 735	654 431	-	581 884	42 458	-	1 278 773

1. Émissions en monnaie canadienne.
2. Exprimé en dollars canadiens.

Tableau 5
Valeur annuelle des emprunts à long terme des institutions publiques d'éducation, de santé et de services sociaux, Québec, 1980-1985

Année	Réseau d'éducation				Établissements publics de santé et de services sociaux	Total général	Autres universités[1] (privées)
	Commissions scolaires	Cégeps	Université du Québec	Total			
				'000 $			
1980	122 377	28 500	22 000	172 877	87 935	260 812	16 600
1981	35 000	28 500	27 000	90 500	130 415	220 915	44 800
1982	47 899	70 000	32 000	149 899	198 015	347 914	90 700
1983	368 040	-	17 000	385 040	88 790	473 830	36 000
1984	595 324	146 400	17 000	758 724	130 555	889 279	32 500
1985	243 282	200 300	76 000	519 582	210 015	729 597	166 000[2]

1. Ces universités ne font pas partie de l'univers de notre enquête. Les données sont présentées à titre d'information étant donné que certains organismes les incluent dans leurs compilations, entre autres le Ministère des finances du Québec.
2. Ecole polytechnique: 6 000; Université de Sherbrooke: 5 000; Université McGill: 46 000; Université Concordia: 15 000; Université Laval: 41 000; Université de Montréal: 53 000; Coût réel moyen pondéré: 11,55 %.

Tableau 6
Coût réel moyen pondéré des emprunts à long terme du secteur public québécois, 1984 et 1985

	Monnaies									
	canadienne		américaine		européennes[1]		autres		Total	
	1984	1985	1984	1985	1984	1985	1984	1985	1984	1985
	%									
Administration publique provinciale										
Gouvernement du Québec										
Ministères	12,29	10,22	12,77	13,48	12,53	8,76	8,10	7,42	12,30	10,52
Fonds spéciaux	13,07	11,07	15,04	11,16	12,45	-	13,00	11,32	13,58	11,14
Somme partielle	12,30	10,32	13,00	12,99	12,51	8,76	10,47	8,33	12,37	10,61
Institutions publiques										
Commissions scolaires	13,56	11,64	-	-	-	-	-	-	13,56	11,64
Cégeps	12,95	11,27	-	-	-	-	-	-	12,95	11,27
Université du Québec	12,47	11,82	-	-	-	10,89	-	-	12,47	11,51
Établissements publics de santé	13,91	11,47	-	-	-	-	-	-	13,91	11,47
Somme partielle	13,49	11,50	-	-	-	10,89	-	-	13,49	11,48
Total de l'administration publique provinciale	**12,60**	**10,62**	**13,00**	**12,99**	**12,51**	**8,90**	**10,47**	**8,33**	**12,60**	**10,76**
Administrations publiques locales										
Municipalités	12,90	11,40	12,62	-	10,43	11,18	-	10,57	12,90	11,34
Communautés urbaines et régionales	11,96	11,65	11,43	-	12,68	10,75	-	-	11,71	11,21
MRC	13,54	-	-	-	-	-	-	-	13,54	-
Total des administrations publiques locales	**12,88**	**11,43**	**11,49**	**-**	**10,80**	**11,04**	**-**	**10,57**	**12,11**	**11,32**
Entreprises publiques										
Hydro-Québec	13,61	11,43	12,78	11,90	10,88	10,38	8,18	7,83	12,15	10,81
Autres	11,00	10,44	9,26	10,53	-	-	-	-	10,33	10,51
Entreprises publiques de transport en commun	13,22	11,78	-	-	12,18	12,75	-	-	12,65	11,86
Total des entreprises publiques	**13,45**	**11,37**	**12,10**	**11,27**	**10,94**	**10,48**	**8,18**	**7,83**	**12,08**	**10,79**
Total du secteur public québécois	**12,72**	**10,93**	**12,47**	**12,35**	**11,16**	**10,00**	**9,59**	**8,23**	**12,42**	**10,85**

1. Incluant les euro-canadiens.

Tableau 7
Durée moyenne pondérée des emprunts à long terme du secteur public québécois, 1984 et 1985

	Monnaies									
	canadienne		américaine		européennes[1]		autres		Total	
	1984	1985	1984	1985	1984	1985	1984	1985	1984	1985
	année									
Administration publique provinciale										
Gouvernement du Québec										
Ministères	12,3	13,5	17,7	17,7	36,1	13,5	10,0	9,9	13,8	14,1
Fonds spéciaux	7,2	7,6	8,1	8,6	5,0	-	5,0	10.0	6,4	8.3
Somme partielle	12,2	12,8	16,7	15,8	27,5	13,5	7,6	9,9	13,4	13,3
Institutions publiques										
Commissions scolaires	10,1	9,1	-	-	-	-	-	-	10,1	9,1
Cégeps	10,0	7,1	-	-	-	-	-	-	10,0	7,1
Université du Québec	8,0	8,3	-	-	-	7,0	-	-	8,0	7,9
Établissements publics de santé	10,3	10,0	-	-	-	-	-	-	10,3	10,0
Somme partielle	10,1	8,7	-	-	-	7,0	-	-	10,1	8,7
Total de l'administration publique provinciale	**11,7**	**11,7**	**16,7**	**15,8**	**27,5**	**13,1**	**7,6**	**9,9**	**12,7**	**12,5**
Administrations publiques locales										
Municipalités	6,6	7,0	5,0	-	8,1	8,6	-	7,0	6,9	7,3
Communautés urbaines et régionales	17,0	12,8	6,5	-	7,0	9,2	-	-	10,2	11,1
MRC	5,0	-	-	-	-	-	-	-	5,0	-
Total des administrations publiques locales	**8,9**	**7,6**	**6,4**	**-**	**7,9**	**8,8**	**-**	**7,0**	**8,2**	**7,9**
Entreprises publiques										
Hydro-Québec	12,5	11,7	10,4	26,9	8,2	9,9	10,0	9,8	10,5	13,5
Autres	7,1	11,9	10,0	5,8	-	-	-	-	8,2	7,2
Entreprises publiques de transport en commun	8,7	5,2	-	-	7,0	7,0	-	-	7,8	5,3
Total des entreprises publiques	**12,1**	**11,5**	**10,3**	**17,2**	**8,1**	**9,9**	**10,0**	**9,8**	**10,3**	**12,4**
Total du secteur public québécois	**11,3**	**10,9**	**13,1**	**16,3**	**11,1**	**10,8**	**8,5**	**9,7**	**11,5**	**11,8**

1. Incluant les euro-canadiens.

Tableau 8
Coût réel moyen pondéré des emprunts à long terme du secteur public québécois selon la monnaie, janvier-décembre 1985

		Janvier	Février	Mars	Avril	Mai
				%		
	Monnaie canadienne					
	Administrations publiques					
	Provinciale					
	Gouvernement du Québec					
1	Ministères	11,497	11,420	11,420	11,847	12,245
2	Fonds spéciaux	-	11,889	-	-	-
3	Somme partielle	11,497	11,875	11,420	11,847	12,245
	Institutions publiques					
4	Commissions scolaires	12,302	11,836	13,360	11,346	12,264
5	Cégeps	12,850	-	-	12,819	12,711
6	Université du Québec	12,220	-	11,200	-	-
7	Établissements publics de santé	12,441	12,050	12,365	-	-
8	Somme partielle	12,315	11,981	12,087	11,802	12,331
9	Total de l'administration publique provinciale	12,300	11,891	12,081	11,806	12,264
	Locales					
10	Municipalités	11,827	11,536	12,323	12,777	11,805
11	Communautés urbaines et régionales	-	11,786	13,320	-	-
12	Total des administrations publiques locales	11,827	11,564	12,357	12,777	11,805
	Entreprises publiques					
	Provinciales					
13	Hydro-Québec	12,053	11,871	12,386	-	9,795
14	Autres	-	-	-	-	-
	Locales					
15	Entreprises publiques de transport en commun	-	-	-	13,038	11,806
	Total, monnaie canadienne	**12,086**	**11,819**	**12,252**	**12,621**	**12,002**
	Monnaie américaine					
	Administrations publiques					
	Provinciale					
	Gouvernement du Québec:					
16	Ministères	15,827	15,840	-	-	10,710
17	Fonds spéciaux	12,130	-	-	-	-
	Entreprises publiques					
	Provinciales					
18	Hydro-Québec	-	11,909	-	-	-
19	Autres	-	-	-	-	-
	Total, monnaie américaine	**15,287**	**13,406**	**-**	**-**	**10,710**
	Monnaies européennes[1]					
	Administrations publiques					
	Provinciale					
	Gouvernement du Québec					
20	Ministères	12,000	7,450	-	-	-
	Institutions publiques					
21	Université du Québec	-	-	-	-	-
	Locales					
22	Municipalités	13,300	11,910	-	5,250	11,417
23	Communautés urbaines et régionales	-	-	11,730	-	-
	Entreprises publiques					
	Provinciale					
24	Hydro-Québec	-	-	-	-	12,238

	Juin	Juillet	Août	Septembre	Octobre	Novembre	Décembre	Total
					%			
1	9,505	10,276	9,351	9,251	10,757	10,920	10,503	10,217
2	-	-	-	-	10,810	11,224	9,850	11,074
3	9,505	10,276	9,351	9,251	10,770	11,223	10,426	10,324
4	11,824	-	-	-	-	11,503	10,409	11,640
5	11,545	11,601	11,000	10,961	11,870	11,420	10,532	11,273
6	-	-	-	-	-	11,720	-	11,802
7	-	-	11,101	11,251	11,084	11,390	10,951	11,472
8	11,740	11,601	11,048	11,062	11,133	11,479	10,529	11,497
9	9,736	10,372	11,014	11,037	10,824	11,334	10,442	10,621
10	11,325	10,898	11,072	11,139	11,213	10,961	10,523	11,399
11	-	-	10,893	10,000	-	11,837	10,312	11,649
12	11,325	10,898	11,043	11,094	11,213	11,433	10,516	11,425
13	-	10,503	-	11,173	-	-	9,623	11,429
14	-	-	10,852	-	10,580	10,650	9,500	10,439
15	11,277	-	-	-	11,267	11,159	10,296	11,778
	9,844	**10,489**	**10,995**	**11,123**	**10,889**	**11,345**	**10,378**	**10,931**
16	11,130	-	-	-	-	-	-	13,482
17	11,320	-	10,050	-	-	-	-	11,162
18	9,330	-	-	-	-	-	-	11,896
19	10,378	-	-	-	-	10,756	-	10,531
	10,964	-	**10,880**	-	-	**10,788**	-	**12,348**
20	-	-	-	-	-	5,760	-	8,761
21	-	-	-	-	10,890	-	-	10,890
22	-	-	-	-	11,426	-	-	11,184
23	-	-	-	-	-	-	5,420	10,745
24	7,425	-	10,868	-	-	-	-	10,380

Tableau 8 (suite)
Coût réel moyen pondéré des emprunts à long terme du secteur public québécois selon la monnaie, janvier-décembre 1985

		Janvier	Février	Mars	Avril	Mai
				%		
	Locales					
25	Entreprises publiques de transport en commun	-	-	-	12,750	-
	Total, monnaies européennes	**12,004**	**9,038**	**11,730**	**6,787**	**11,882**
	Autres monnaies (YEN)					
	Administrations publiques					
	Provinciale					
	Gouvernement du Québec					
26	Ministères	-	7,600	-	-	-
27	Fonds spéciaux	-	-	-	-	-
	Locales					
28	Municipalités	-	-	-	-	-
	Entreprises publiques					
	Provinciale					
29	Hydro-Québec	-	-	7,673	-	-
	Total, autres monnaies	**-**	**7,600**	**7,673**	**-**	**-**
	Total du secteur public québécois	**13,110**	**11,814**	**10,842**	**12,100**	**11,853**

1. Incluant les émissions en euro-canadiens.

	Juin	Juillet	Août	Septembre	Octobre	Novembre	Décembre	Total
				%				
25	-	-	-	-	-	-	-	12,750
	7,425	-	10,868	-	11,247	5,760	5,420	10,002
26	7,330	-	-	-	-	-	-	7,412
27	-	-	11,880	-	-	10,660	-	11,324
28	-	-	-	-	10,573	-	-	10,573
29	-	-	-	-	7,911	-	-	7,825
	7,330	-	11,880	-	8,395	10,660	-	8,232
	9,814	10,489	10,936	11,123	10,157	9,983	10,284	10,853

Tableau 9
Coût réel moyen et durée moyenne pondérés des emprunts à long terme du gouvernement du Québec, janvier-décembre 1985

		En monnaie canadienne				
		Au marché				
		Privé	Public			Total au marché (Moyenne pondérée)
		Banques et autres	Obligations d'épargne[1]	Autres	Total public	
	Janvier					
1	Coût réel %	-	11,42	-	11,42	11,42
2	Durée (année)	-	10,00	-	10,00	10,00
	Février					
3	Coût réel %	11,89	11,42	-	11,42	11,88
4	Durée (année)	10,40	10,00	-	10,00	10,40
	Mars					
5	Coût réel %	-	11,42	-	11,42	11,42
6	Durée (année)	-	10,00	-	10,00	10,00
	Avril					
7	Coût réel %	-	11,42	-	11,42	11,42
8	Durée (année)	-	10,00	-	10,00	10,00
	Mai					
9	Coût réel %	-	-	-	-	-
10	Durée (année)	-	-	-	-	-
	Juin					
11	Coût réel %	16,29	8,81	10,88	9,35	9,36
12	Durée (année)	7,00	10,00	16,60	11,70	11,70
	Juillet					
13	Coût réel %	-	8,81	-	8,81	8,81
14	Durée (année)	-	10,00	-	10,00	10,00
	Août					
15	Coût réel %	-	8,81	-	8,81	8,81
16	Durée (année)	-	10,00	-	10,00	10,00
	Septembre					
17	Coût réel %	-	8,81	-	8,81	8,81
18	Durée (année)	-	10,00	-	10,00	10,00
	Octobre					
19	Coût réel %	10,81	8,81	10,77	10,76	10,77
20	Durée (année)	5,00	10,00	12,50	12,50	10,60
	Novembre					
21	Coût réel %	11,22	-	-	-	11,22
22	Durée (année)	8,20	-	-	-	8,20
	Décembre					
23	Coût réel %	9,85	8,81	-	8,81	9,83
24	Durée (année)	5,00	10,00	-	10,00	5,10
	Moyenne annuelle pondérée					
	Coût réel %	**11,10**	**8,83**	**10,83**	**9,53**	**9,85**
	Durée (année))	**7,89**	**10,00**	**14,90**	**11,70**	**10,90**

1. Incluant les portions de l'émission 1984 encaissées en 1985.

	En monnaie canadienne			Total					Moyenne générale pondérée
	Hors marché								
	Gouvernement du Canada (RPC)	Caisse de dépôt et placement	Total hors marché (Moyenne pondérée)	Monnaie canadienne	Euro-canadienne	Monnaie américaine	Monnaies européennes	Autres monnaies	
1	12,08	-	12,08	11,50	12,00	15,27	-	-	13,85
2	20,00	-	20,00	11,20	10,00	10,30	-	-	10,20
3	-	-	-	11,88	-	15,84	7,45	7,60	11,75
4	-	-	-	10,40	-	7,00	10,00	9,80	8,80
5	-	-	-	11,42	-	-	-	-	11,42
6	-	-	-	10,00	-	-	-	-	10,00
7	12,57	-	12,57	11,85	-	-	-	-	11,85
8	20,00	-	20,00	13,70	-	-	-	-	13,70
9	12,15	12,25	12,25	12,25	-	10,71	-	-	11,94
10	20,00	19,90	19,90	19,90	-	12,00	-	-	18,30
11	11,45	11,00	11,01	9,51	-	11,18	-	7,33	9,70
12	20,00	24,00	23,90	12,80	-	23,70	-	10,00	15,40
13	10,86	10,95	10,95	10,28	-	-	-	-	10,28
14	20,00	14,00	14,00	12,80	-	-	-	-	12,80
15	10,71	-	10,71	9,35	-	11,05	-	11,88	11,43
16	20,00	-	20,00	12,80	-	10,00	-	10,00	10,00
17	11,00	-	11,00	9,25	-	-	-	-	9,25
18	20,00	-	20,00	12,00	-	-	-	-	12,00
19	10,81	-	10,81	10,77	-	-	-	-	10,77
20	20,00	-	20,00	10,60	-	-	-	-	10,60
21	10,92	-	10,92	11,22	-	-	5,76	10,66	8,31
22	20,00	-	20,00	8,20	-	-	20,00	10,00	14,60
23	10,52	10,51	10,51	10,43	-	-	-	-	10,43
24	20,00	12,10	12,10	11,30	-	-	-	-	11,30
	11,48	**11,07**	**11,07**	**10,32**	**12,00**	**13,04**	**6,42**	**8,34**	**10,62**
	20,00	**15,30**	**15,80**	**12,70**	**10,00**	**15,80**	**16,10**	**10,00**	**13,20**

Tableau 10
Coût réel moyen pondéré des emprunts à long terme des administrations publiques locales selon le mode de vente et la monnaie, Québec, janvier-décembre 1985

	Selon le mode de vente[1]				Détail selon la monnaie					
	Au marché	Hors marché			Monnaie canadienne	Euro-canadienne	Monnaie américaine	Monnaies européennes	Autres	Moyenne générale pondérée
		SHQ	SCHL	Moyenne pondérée						
	%									
Janvier	12,265	7,625	9,500	7,695	11,827	13,300	-	-	-	11,846
Février	11,564	-	-	-	11,564	11,910	-	-	-	11,688
Mars	12,357	-	-	-	12,357	11,730	-	-	-	11,944
Avril	12,777	-	-	-	12,777	-	-	5,250	-	12,110
Mai	11,828	-	9,821	9,821	11,805	11,526	-	6,400	-	11,554
Juin	11,325	-	-	-	11,325	-	-	-	-	11,325
Juillet	10,898	-	-	-	10,898	-	-	-	-	10,898
Août	11,043	-	-	-	11,043	-	-	-	-	11,043
Septembre	11,139	-	10,000	10,000	11,093	-	-	-	-	11,093
Octobre	11,213	-	-	-	11,213	11,426	-	-	10,573	11,174
Novembre	11,395	-	-	-	11,395	-	-	-	-	11,395
Décembre	10,516	-	-	-	10,516	-	-	5,420	-	10,079
Total	11,440	7,625	9,952	8,751	11,420	11,642	-	5,412	10,573	11,315

1. Émissions en monnaie canadienne.

Tableau 11
Durée moyenne pondérée des emprunts à long terme des administrations publiques locales selon le mode de vente et la monnaie, Québec, janvier-décembre 1985

	Selon le mode de vente[1]				Détail selon la monnaie					
	Au marché	Hors marché			Monnaie canadienne	Euro-canadienne	Monnaie américaine	Monnaies européennes	Autres	Moyenne générale pondérée
		SHQ	SCHL	Moyenne pondérée						
	année									
Janvier	7,7	15,0	7,0	14,7	8,3	5,0	-	-	-	8,3
Février	6,8	-	-	-	6,8	7,0	-	-	-	6,9
Mars	5,0	-	-	-	5,0	10,0	-	-	-	8,3
Avril	6,3	-	-	-	6,3	-	-	1,0	-	5,9
Mai	5,0	-	20,0	20,0	5,2	10,0	-	2,0	-	8,2
Juin	6,6	-	-	-	6,6	-	-	-	-	6,6
Juillet	6,3	-	-	-	6,3	-	-	-	-	6,3
Août	7,6	-	-	-	7,6	-	-	-	-	7,6
Septembre	8,8	-	20,0	20,0	9,3	-	-	-	-	9,3
Octobre	6,6	-	-		6,6	10,0	-	-	7,0	7,9
Novembre	10,8	-	-		10,8	-	-	-	-	10,8
Décembre	8,1	-	-	-	8,1	-	-	5,0	-	7,8
Total	**7,5**	**15,0**	**19,5**	**17,2**	**7,6**	**9,4**	**-**	**3,2**	**7,0**	**7,9**

1. Émissions en monnaie canadienne.

Tableau 12
Coût réel moyen et durée moyenne pondérés des emprunts à long terme d'Hydro-Québec, janvier-décembre 1985

	Monnaies					
	canadienne		euro-canadienne		américaine	
	coût réel	durée	coût réel	durée	coût réel	durée
	%	année	%	année	%	année
Janvier	12,053	10,3	-	-	-	-
Février	11,871	14,1	-	-	11,909	27,0
Mars	12,386	1,7	-	-	-	-
Avril	-	-	-	-	-	-
Mai	9,795	5,0	12,238	10,0	-	-
Juin	-	-	-	-	9,330	3,0
Juillet	10,503	4,6	-	-	-	-
Août	-	-	10,868	9,9	-	-
Septembre	11,173	14,8	-	-	-	-
Octobre	-	-	-	-	-	-
Novembre	-	-	-	-	-	-
Décembre	9,623	5,2	-	-	-	-
Moyenne annuelle pondérée	**11,429**	**11,7**	**11,385**	**9,9**	**11,896**	**28,9**

	Monnaies				Moyenne générale pondérée	
	européennes		autres			
	coût réel	durée	coût réel	durée	coût réel	durée
	%	année	%	année	%	année
Janvier	-	-	-	-	12,053	10,3
Février	-	-	-	-	11,890	20,5
Mars	-	-	7,673	10,0	9,237	7,2
Avril	-	-	-	-	-	-
Mai	-	-	-	-	11,749	9,0
Juin	7,425	10,0	-	-	7,454	9,9
Juillet	-	-	-	-	10,503	4,6
Août	-	-	-	-	10,868	9,9
Septembre	-	-	-	-	11,173	14,8
Octobre	-	-	7,911	9,7	7,911	9,7
Novembre	-	-	-	-	-	-
Décembre	-	-	-	-	9,623	5,2
Moyenne annuelle pondérée	**7,425**	**10,0**	**7,825**	**9,8**	**10,813**	**13,5**

Tableau 13
Coût réel moyen et durée moyenne pondérés des emprunts à long terme des commissions scolaires, Québec, Janvier-décembre 1985

	Moyenne pondérée	
	Coût réel[1]	Durée[2]
	%	année
Janvier	12,302	7,2
Février	11,836	7,1
Mars	13,360	20,0
Avril	11,346	8,2
Mai	12,264	9,6
Juin	11,824	10,9
Juillet	-	-
Août	-	-
Septembre	-	-
Octobre	-	-
Novembre	11,503	11,0
Décembre	10,409	6,2
Moyenne annuelle pondérée	**11,640**	**9,1**

1. Moyenne pondérée dans le cas d'émission en plusieurs tranches.
2. Lorsqu'il s'agit d'échéances en séries, la durée indiquée correspond à une moyenne pondérée qui prend en considération la durée et la somme à rembourser, et ce, à chaque échéance.

Tableau 14
Valeur mensuelle des emprunts à long terme des administrations publiques locales selon le mode de vente et la monnaie, Québec, janvier-décembre 1985

	Selon le mode de vente[1]				Détail selon la monnaie[2]					
	Au marché	Hors marché			Monnaie canadienne	Euro-canadienne	Monnaie américaine	Monnaies européennes	Autres	Total général
		SHQ	SCHL	Somme partielle						
	'000 $									
Janvier	33 311	3 396	131	3 527	36 838	490	-	-	-	37 328
Février	80 825	-	-	-	80 825	45 000	-	-	-	125 825
Mars	38 849	-	-	-	38 849	75 000	-	-	-	113 849
Avril	110 368	-	-	-	110 368	-	-	10 718	-	121 086
Mai	41 647	-	492	492	42 139	75 000	-	1 632	-	118 771
Juin	69 883	-	-	-	69 883	-	-	-	-	69 883
Juillet	66 510	-	-	-	66 510	-	-	-	-	66 510
Août	46 213	-	-	-	46 213	-	-	-	-	46 213
Septembre	61 525	-	2 559	2 559	64 084	-	-	-	-	64 084
Octobre	60 192	-	-	-	60 192	50 000	-	-	24 867	135 059
Novembre	128 369	-	-	-	128 369	-	-	-	-	128 369
Décembre	147 914	-	-	-	147 914	-	-	13 868	-	161 782
Total	**885 606**	**3 396**	**3 182**	**6 578**	**892 184**	**245 490**	**-**	**26 218**	**24 867**	**1 188 759**

1. Émissions en monnaie canadienne.
2. Exprimé en dollars canadiens.

Tableau 15
Valeur mensuelle des emprunts à long terme du secteur public québécois selon l'emprunteur, janvier-décembre 1985

		Janvier	Février	Mars	Avril	Mai
				'000 $		
	Administrations publiques					
	Provinciale					
	Gouvernement du Québec					
	Ministères					
1	monnaie canadienne	1 286	2 386	551	1 852	200 863
2	monnaie américaine	168 209	163 900	-	-	50 000
3	monnaies européennes	150 000	81 349	-	-	-
4	autres monnaies	-	79 848	-	-	-
5	Somme partielle	319 495	327 483	551	1 852	250 863
	Fonds spéciaux					
6	monnaie canadienne	-	76 000	-	-	-
7	monnaie américaine	30 000	-	-	-	-
8	autres monnaies	-	-	-	-	-
9	Somme partielle	30 000	76 000	-	-	-
10	Total du gouvernement du Québec	349 495	403 483	551	1 852	250 863
	Institutions publiques					
11	Commissions scolaires	29 880	4 365	3 595	14 720	49 322
12	Cégeps	3 000	-	-	6 600	8 700
	Université du Québec					
13	monnaie canadienne	25 000	-	16 000	-	-
14	monnaies européennes	-	-	-	-	-
15	Établissements publics de santé	9 145	9 250	34 630	-	-
16	Somme partielle	67 025	13 615	54 225	21 320	58 022
	Total de l'administration publique provinciale	**416 520**	**417 098**	**54 776**	**23 172**	**308 885**
	Locales					
	Municipalités					
17	monnaie canadienne	36 838	71 825	37 509	110 368	42 139
18	monnaies européennes	490	45 000	-	10 718	76 632
19	autres monnaies	-	-	-	-	-
20	Somme partielle	37 328	116 825	37 509	121 086	118 771
	Communautés urbaines et régionales					
21	monnaie canadienne	-	9 000	1 340	-	-
22	monnaies européennes	-	-	75 000	-	-
23	Somme partielle	-	9 000	76 340	-	-
	Total des administrations publiques locales	**37 328**	**125 825**	**113 849**	**121 086**	**118 771**
	Total des administrations publiques	**453 848**	**542 923**	**168 625**	**144 258**	**427 656**
	Entreprises publiques					
	Provinciales					
	Hydro-Québec					
24	monnaie canadienne	150 000	270 000	40 000	-	25 000
25	monnaie américaine	-	266 600	-	-	-
26	monnaies européennes	-	-	-	-	100 000
27	autres monnaies	-	-	80 500	-	-
28	Somme partielle	150 000	536 600	120 500	-	125 000

	Juin	Juillet	Août	Septembre	Octobre	Novembre	Décembre	Total
				'000 $				
1	863 054	220 017	1 419	1 863	151 333	215	376 124	1 820 963
2	273 125	-	-	-	-	-	-	655 234
3	-	-	-	-	-	126 320	-	357 669
4	164 635	-	-	-	-	-	-	244 483
5	1 300 814	220 017	1 419	1 863	151 333	126 535	376 124	3 078 349
6	-	-	-	-	50 000	82 800	50 000	258 800
7	103 600	-	40 800	-	-	-	-	174 400
8	-	-	40 800	-	-	34 200	-	75 000
9	103 600	-	81 600	-	50 000	117 000	50 000	508 200
10	1 404 414	220 017	83 019	1 863	201 333	243 535	426 124	3 586 549
11	69 680	-	-	-	-	20 390	51 330	243 282
12	30 000	17 100	36 000	85 500	2 200	2 500	8 700	200 300
13	-	-	-	-	-	10000	-	51 000
14	-	-	-	-	25000	-	-	25 000
15	-	-	32 970	46 000	32 750	30 795	14 475	210 015
16	99 680	17 100	68 970	131 500	59 950	63 685	74 505	729 597
	1 504 094	**237 117**	**151 989**	**133 363**	**261 283**	**307 220**	**500 629**	**4 316 146**
17	69 883	66 510	38 754	61 525	60 192	59 169	142 942	797 654
18	-	-	-	-	50 000	-	-	182 840
19	-	-	-	-	24 867	-	-	24 867
20	69 883	66 510	38 754	61 525	135 059	59 169	142 942	1 005 361
21	-	-	7 459	2 559	-	69 200	4 972	94 530
22	-	-	-	-	-	-	13 868	88 868
23	-	-	7 459	2 559	-	69 200	18 840	183 398
	69 883	**66 510**	**46 213**	**64 084**	**135 059**	**128 369**	**161 782**	**1 188 759**
	1 573 977	**303 627**	**198 202**	**197 447**	**396 342**	**435 589**	**662 411**	**5 504 905**
24	-	55 000	-	270 000	-	-	50 000	860 000
25	1 366	-	-	-	-	-	-	267 966
26	89 252	-	160 000	-	-	-	-	349 252
27	-	-	-	-	143 216	-	-	223 716
28	90 618	55 000	160 000	270 000	143 216	-	50 000	1 700 934

Tableau 15 (suite)
Valeur mensuelle des emprunts à long terme du secteur public québécois selon l'emprunteur, janvier-décembre 1985

		Janvier	Février	Mars	Avril	Mai
				'000 $		
	Autres					
29	monnaie canadienne	-	-	-	-	-
30	monnaie américaine	-	-	-	-	-
31	Somme partielle	-	-	-	-	-
	Locales					
	Entreprises publiques de transport en commun					
32	monnaie canadienne	-	-	-	3 975	21 895
33	monnaies européennes	-	-	-	2 785	-
34	Somme partielle	-	-	-	6 760	21 895
	Total des entreprises publiques	**150 000**	**536 600**	**120 500**	**6 760**	**146 895**
	Total du secteur public québécois	**603 848**	**1 079 523**	**288 125**	**151 018**	**574 551**

	Juin	Juillet	Août	Septembre	Octobre	Novembre	Décembre	Total
					'000 $			
29	-	-	25 000	-	15 000	13 500	16 300	69 800
30	136 147	-	-	-	-	92 082	-	228 229
31	136 147	-	25 000	-	15 000	105 582	16 300	298 029
32	320	-	-	-	1 665	1 947	2 300	32 102
33	-	-	-	-	-	-	-	2 785
34	320	-	-	-	1 665	1 947	2 300	34 887
	227 085	**55 000**	**185 000**	**270 000**	**159 881**	**107 529**	**68 000**	**2 033 859**
	1 801 062	**358 627**	**383 202**	**467 447**	**556 223**	**543 118**	**731 011**	**7 538 755**

Tableau 16
Valeur mensuelle des emprunts à long terme du secteur public québécois selon la monnaie, janvier-décembre 1985

		Janvier	Février	Mars	Avril	Mai
				'000 $		
	Monnaie canadienne					
	Administrations publiques					
	Provinciale					
	Gouvernement du Québec					
1	Ministères	1 286	2 386	551	1 852	200 863
2	Fonds spéciaux	-	76 000	-	-	-
3	Somme partielle	1 286	78 386	551	1 852	200 863
	Institutions publiques					
4	Commissions scolaires	29 880	4 365	3 595	14 720	49 322
5	Cégeps	3 000	-	-	6 600	8 700
6	Université du Québec	25 000	-	16 000	-	-
7	Établissements publics de santé	9 145	9 250	34 630	-	-
8	Somme partielle	67 025	13 615	54 225	21 320	58 022
9	Total de l'administration provinciale	68 311	92 001	54 776	23 172	258 885
	Locales					
10	Municipalités	36 838	71 825	37 509	110 368	42 139
11	Communautés urbaines et régionales	-	9 000	1 340	-	-
12	Total des administrations publiques locales	36 838	80 825	38 849	110 368	42 139
	Entreprises publiques					
	Provinciales					
13	Hydro-Québec	150 000	270 000	40 000	-	25 000
14	Autres	-	-	-	-	-
	Locales					
15	Entreprises publiques de transport en commun	-	-	-	3 975	21 895
	Total, monnaie canadienne	**255 149**	**442 826**	**133 625**	**137 515**	**347 919**
	Monnaie américaine					
	Administrations publiques					
	Provinciale					
	Gouvernement du Québec					
16	Ministères	168 209	163 900	-	-	50 000
17	Fonds spéciaux	30 000	-	-	-	-
	Entreprises publiques					
	Provinciales					
18	Hydro-Québec	-	266 600	-	-	-
19	Autres	-	-	-	-	-
	Total, monnaie américaine	**198 209**	**430 500**	**-**	**-**	**50 000**
	Monnaies européennes[1]					
	Administrations publiques					
	Provinciale					
	Gouvernement du Québec					
20	Ministères	150 000	81 349	-	-	-
	Institutions publiques					
21	Université du Québec	-	-	-	-	-
	Locales					
22	Municipalités	490	45 000	-	10 718	76 632
23	Communautés urbaines et régionales	-	-	75 000	-	-

	Juin	Juillet	Août	Septembre	Octobre	Novembre	Décembre	Total
				'000 $				
1	863 054	220 017	1 419	1 863	151 333	215	376 124	1 820 963
2	-	-	-	-	50 000	82 800	50 000	258 800
3	863 054	220 017	1 419	1 863	201 333	83 015	426 124	2 079 763
4	69 680	-	-	-	-	20 390	51 330	243 282
5	30 000	17 100	36 000	85 500	2 200	2 500	8 700	200 300
6	-	-	-	-	-	10 000	-	51 000
7	-	-	32 970	46 000	32 750	30 795	14 475	210 015
8	99 680	17 100	68 970	131 500	34 950	63 685	74 505	704 597
9	962 734	237 117	70 389	133 363	236 283	146 700	500 629	2 784 360
10	69 883	66 510	38 754	61 525	60 192	59 169	142 942	797 654
11	-	-	7 459	2 559	-	69 200	4 972	94 530
12	69 883	66 510	46 213	64 084	60 192	128 369	147 914	892 184
13	-	55 000	-	270 000	-	-	50 000	880 000
14	-	-	25 000	-	15 000	13 500	16 300	69 800
15	320	-	-	-	1 665	1 947	2 300	32 102
	1 032 937	358 627	141 602	467 447	313 140	298 516	717 143	4 638 446
16	273 125	-	-	-	-	-	-	655 234
17	103 600	-	40 800	-	-	-	-	174 400
18	1 366	-	-	-	-	-	-	267 966
19	136 147	-	-	-	-	92 082	-	228 229
	514 238	-	40 800	-	-	92 082	-	1 325 829
20	-	-	-	-	-	126 320	-	357 689
21	-	-	-	-	25 000	-	-	25 000
22	-	-	-	-	50 000	-	-	182 840
23	-	-	-	-	-	-	13 868	88 868

Tableau 16 (suite)
Valeur mensuelle des emprunts à long terme du secteur public québécois selon la monnaie, janvier-décembre 1985

		Janvier	Février	Mars	Avril	Mai
				'000 $		
	Entreprises publiques					
	Provinciales					
24	Hydro-Québec	-	-	-	-	100 000
	Locales					
25	Entreprises publiques de transport en commun	-	-	-	2 785	-
	Total, monnaies européennes	**150 480**	**126 349**	**75 000**	**13 503**	**176 632**
	Autres monnaies (YEN)					
	Administrations publiques					
	Provinciale					
	Gouvernement du Québec					
26	Ministères	-	79 848	-	-	-
27	Fonds spéciaux	-	-	-	-	-
	Locales					
28	Municipalités	-	-	-	-	-
	Entreprises publiques					
	Provinciales					
29	Hydro-Québec	-	-	80 500	-	-
	Total, autres monnaies	**-**	**79 848**	**80 500**	**-**	**-**
	Total du secteur public québécois	**803 848**	**1 079 523**	**289 125**	**151 018**	**574 551**

1. Incluant les émissions en euro-canadiens.

	Juin	Juillet	Août	Septembre	Octobre	Novembre	Décembre	Total
				'000 $				
24	89 252	-	160 000	-	-	-	-	349 252
25	-	-	-	-	-	-	-	2 785
	89 252	-	**160 000**	-	**75 000**	**126 320**	**13 000**	**1 006 414**
26	164 635	-	-	-	-	-	-	244 483
27	-	-	40 800	-	-	34 200	-	75 000
28	-	-	-	-	24 867	-	-	24 867
29	-	-	-	-	143 216	-	-	223 716
	164 635	-	**40 800**	-	**168 083**	**34 200**	-	**568 066**
	1 801 062	**358 627**	**383 202**	**487 447**	**556 223**	**543 118**	**731 011**	**7 538 755**

Tableau 17
Valeur mensuelle des emprunts à long terme du gouvernement du Québec selon le mode de vente et la monnaie, janvier-décembre 1985

		Janvier	Février	Mars	Avril	Mai
				'000 $		
	En monnaie canadienne					
	Hors marché					
1	Gouvernement du Canada (RPC)	151	-	-	687	863
2	Caisse de dépôt et placement	-	-	-	-	200 000
	Total hors marché	151	-	-	687	200 863
	Au marché					
3	Privé (banques et autres)	-	76 000	-	-	-
	Public					
4	Obligations d'épargne[1]	1 135	2 386	551	1 165	-
5	Autres	-	-	-	-	-
6	Somme partielle	1 135	2 386	551	1 165	-
7	Total au marché	1 135	78 386	551	1 165	-
8	Total, monnaie canadienne	1 286	78 386	551	1 852	200 863
9	Euro-canadienne	150 000	-	-	-	-
10	Monnaie américaine	198 209	163 900	-	-	50 000
11	Monnaies européennes	-	81 349	-	-	-
12	Autres monnaies (Yen)	-	79 848	-	-	-
	Total général	**349 495**	**403 483**	**551**	**1 852**	**250 863**

1. Incluant les portions de l'émission 1984 encaissées en 1985.

	Juin	Juillet	Août	Septembre	Octobre	Novembre	Décembre	Total
					'000 $			
1	1 191	727	404	375	333	215	124	5 070
2	75 000	150 000	-	-	-	-	375 000	800 000
	76 191	150 727	404	375	333	215	375 124	805 070
3	1 161	-	-	-	50 000	82 800	50 000	259 961
4	580 702	69 290	1 015	1 488	1 000	-	1 000	659 732
5	205 000	-	-	-	150 000	-	-	355 000
6	785 702	69 290	1 015	1 488	151 000	-	1 000	1 014 732
7	786 863	69 290	1 015	1 488	201 000	82 800	51 000	1 274 693
8	863 054	220 017	1 419	1 863	201 333	83 015	426 124	2 079 763
9	-	-	-	-	-	-	-	150 000
10	376 725	-	40 800	-	-	-	-	829 634
11	-	-	-	-	-	126 320	-	207 669
12	164 635	-	40 800	-	-	34 200	-	319 483
	1 404 414	**220 017**	**83 819**	**1 863**	**201 333**	**243 535**	**426 124**	**3 586 549**

Tableau 18
Valeur mensuelle des emprunts à long terme des commissions scolaires, Québec, janvier-décembre 1985

	Total[1]
	'000 $
Janvier	29 880
Février	4 365
Mars	3 595
Avril	14 720
Mai	49 322
Juin	69 680
Juillet	-
Août	-
Septembre	-
Octobre	-
Novembre	20 390
Décembre	51 330
Total	**243 282**

1. Émissions en monnaie canadienne.

Tableau 19
Détail des emprunts à long terme des ministères du gouvernement du Québec, janvier-décembre 1985

	Date		Durée	Valeur nominale[1]	Taux d'intérêt	Prix à l'emprunteur	Coût réel	Créancier[2]
	émission	échéance	année	'000 $	%	$	%	
Janvier	03	05-01-03	20,0	151	12,08	100,00	12,080	R.P.C.
	10	95-01-10	10,0	83 221 (EURO-US 63 000)	11,94 A	79,39	15,630	Privé
	15	95-01-15	10,0	150 000 (EURO-CAN)	12,00 A	98,00	12,000	Public
	29	95-01-29	10,0	84 988 (EURO-US 64 100)	12,00 A	78,00	16,020	Privé
	31[3]	94-06-01	10,0	566	11,75 A	100,00	11,420	O.E.Q.
	31[3]	94-06-01	10,0	569	11,75 A	100,00	11,420	O.E.Q.
Février	15	95-02-15	10,0	81 349 (DM 200 000)	7,63 A	100,25	7,450	Public
	25	92-02-25	7,0	163 900 (EURO-US 122 000)	12,03 A	82,30	15,840	Public
	28	94-10-09	9,8	79 848 (YJ 15 000 000)	7,60	100,00	7,600	Privé
	28[3]	94-06-01	10,0	2 386	11,75 A	100,00	11,420	O.E.Q.
Mars	31[3]	94-06-01	10,0	551	11,75 A	100,00	11,420	O.E.Q.
Avril	01	05-04-01	20,0	687	12,57	100,00	12,570	R.P.C.
	30[3]	94-06-01	10,0	1 165	11,75 A	100,00	11,420	O.E.Q.
Mai	01	05-05-01	20,0	863	12,15	100,00	12,150	R.P.C.
	08	04-11-29	19,6	100 000	12,75	102,98	12,340	C.D.P.Q.
	30	05-06-30	20,1	100 000	12,25	100,72	12,150	C.D.P.Q.
	31	97-05-31	12,0	50 000 (US 36 500)	11,00 A	100,00	10,710	Privé
Juin	01[4]	95-06-01	10,0	159 013	9,00 A	100,00	8,810	O.E.Q.
	01[4]	95-06-01	10,0	421 687	9,00 A	100,00	8,810	O.E.Q.
	03	05-06-03	20,0	1 191	11,78 A	100,00	11,450	R.P.C.
	07	95-06-07	10,0	164 635 (YJ 30 000 000)	7,00	97,69	7,330	Public
	14	92-06-14	7,0	1 161	16,29	100,00	16,290	Privé
	15	15-06-15	30,0	273 125 (US 200 000)	11,00	98,88	11,130	Public
	26	95-06-26	10,0	109 000	10,50	98,40	10,770	Public (104 000) Caisse de retraite d'Hydro-Québec (5 000)
	26	09-06-26	24,0	171 000	10,75	97,94	11,000	C.D.P.Q. (75 000) Public (96 000)
	30[3]	94-06-01	10,0	2	9,00 A	100,00	8,810	O.E.Q.
Juillet	02	05-07-02	20,0	727	10,86	100,00	10,860	R.P.C.
	31	90-07-31	5,0	50 000	10,50	99,81	10,800	C.D.P.Q.
	31	98-07-31	13,0	50 000	10,75	98,63	10,950	C.D.P.Q.
	31	09-06-26	23,9	50 000	10,75	97,06	11,100	C.D.P.Q.
	31[4]	95-06-01	10,0	18 066	9,00 A	100,00	8,810	E.O.Q.
	31[4]	95-06-01	10,0	51 224	9,00 A	100,00	8,810	E.O.Q.
Août	08	05-08-01	20,0	404	11,00 A	100,00	10,710	R.P.C.
	31[4]	95-06-01	10,0	1 011	9,00 A	100,00	8,810	O.E.Q.
	31[3]	94-06-01	10,0	4	9,00 A	100,00	8,810	O.E.Q.
Septembre	03	05-09-03	20,0	375	11,30 A	100,00	11,000	R.P.C.
	30[4]	95-06-01	10,0	1 488	9,00 A	100,00	8,810	O.E.Q.

Tableau 19 (suite)
Détail des emprunts à long terme des ministères du gouvernement du Québec, janvier-décembre 1985

	Date		Durée	Valeur nominale[1]	Taux d'intérêt	Prix à l'emprunteur	Coût réel	Créancier[2]
	émission	échéance	année	'000 $	%	$	%	
Octobre	01	05-10-01	20,0	333	11,10 A	100,00	10,810	R.P.C.
	03	90-10-03	5,0	75 000	10,80 A	100,11	10,500	Public
	03	05-10-03	20,0	75 000	11,30 A	99,65	11,040	Public
	31[4]	95-06-01	10,0	1 000	9,00 A	100,00	8,810	O.E.Q.
Novembre	01	05-11-01	20,0	215	11,22 A	100,00	10,920	R.P.C.
	05	05-11-05	20,0	126 320 (FS 200 000)	5,50 A	96,07	5,760	Public
Décembre	02	05-12-02	20,0	124	10,80 A	100,00	10,520	R.P.C.
	23	97-01-15	11,0	100 000	10,50	99,89	10,520	C.D.P.Q.
	23	01-01-15	15,0	225 000	10,50	99,17	10,620	C.D.P.Q.
	23	91-01-15	5,0	50 000	9,75	99,11	9,980	C.D.P.Q.
	31[4]	95-06-01	10,0	1 000	9,00 A	100,00	8,810	O.E.Q.
Total			**14,1[5]**	**3 878 349**	**10,10[5]**	**97,21[5]**	**10,52[5]**	

A Coupon annuel.
1. En dollars canadiens.
2. R.P.C.: Régime de pensions du Canada.
   C.D.P.Q.: Caisse de dépôt et placement du Québec.
   O.E.Q.: Obligations d'épargne du Québec.
3. Portion de l'émission 1984 encaissée en 1985.
4. Portion de l'émission 1985 encaissée ce mois.
5. Moyenne pondérée.

Tableau 20
Détail des emprunts à long terme des fonds spéciaux du gouvernement du Québec, janvier-décembre 1985

	Date		Durée	Valeur nominale[1]	Taux d'intérêt	Prix à l'emprunteur	Coût réel	Emprunteur[2]
	émission	échéance	année	'000 $	%	$	%	
Janvier	31	97-01-31	12,0	30 000 (US 22 500)	9,20 A	80,00	12,130	SQAE
Février	19	95-02-19	10,0	70 000	11,85	100,00	11,850	SHQ
	19	94-02-19	9,0	175	12,20	99,50	12,290	Société de la Place des
		95-02-19	10,0	200	12,00	98,36	12,290	Arts de Montréal
		95-02-19	10,0	1 000	12,00	99,50	12,090	
		96-02-19	11,0	225	12,20	99,50	12,290	
		97-02-19	12,0	250	12,20	99,50	12,280	
		98-02-19	13,0	275	12,20	99,50	12,280	
		99-02-19	14,0	325	12,20	99,50	12,280	
		00-02-19	15,0	350	12,20	99,50	12,270	
		01-02-19	16,0	375	12,20	99,50	12,270	
		02-02-19	17,0	400	12,20	99,50	12,270	
		03-02-19	18,0	425	12,20	99,50	12,270	
		05-02-19	20,0	2 000	12,25	97,68	12,570	
Juin	10	92-03-15	6,8	69 200 (US 50 200)	7,85	83,93	11,290	SQAE
	18	92-12-18	7,5	34 400 (US 30 000)	8,09	83,50	11,380	SQAE
Août	27	95-08-27	10,0	40 800 (US 30 000)	10,05	100,00	10,050	SIQ
	27	95-08-27	10,0	40 800 (YJ 7 440 000)	11,88	100,00	11,880	SIQ
Octobre	01	90-10-01	5,0	50 000	10,63	99,41	10,810	SQAE
Novembre	19	93-11-19	8,0	72 000	11,25	100,00	11,250	SHQ
	29	95-06-07	9,5	10 800	-[3]	35,90	11,050	SDI
	29	95-11-29	10,0	34 200 (YJ 5 472 000)	10,66	75,00	10,660	SQAE
Décembre	23	90-12-14	5,0	50 000	9,75	99,60	9,850	SQAE
Total			**8,3**[4]	**586 200**	**10,01**[4]	**92,38**[4]	**11,141**[4]	

A Coupon annuel.
1. En dollars canadiens.
2. SQAE: Société québécoise d'assainissement des eaux.
SHQ : Société d'habitation du Québec.
SIQ : Société immobilière du Québec.
SDI : Société de développement industriel du Québec.
3. Zéro coupon.
4. Moyenne pondérée.

Tableau 21
Détail des emprunts à long terme des cégeps, Québec, janvier-décembre 1985

	Date		Durée[1]	Valeur nominale[2]	Taux d'intérêt[3]	Prix à l'emprunteur[3]	Coût réel[3]	Emprunteur
	émission	échéance	année	'000 $	%	$	%	
Janvier	10	00/05-01-10	17,5	3 000	12,63	98,48	12,850	Cégep d'Ahuntsic
Avril	24	90-04-24	5,0	1 200	12,50	98,96	12,790	Cégep de l'Outaouais
	25	88/95-04-25	8,3	1 200	12,37	97,82	12,847	Cégep de Maisonneuve
	30	90/95-04-30	8,1	4 200	12,31	97,59	12,820	Cégep de Sainte-Foy
Mai	01	90/95-05-01	7,4	4 200	12,24	97,85	12,730	Cégep de Rosemont
	01	90/95-05-01	6,7	4 500	12,19	97,87	12,593	Cégep Lionel-Groulx
Juin	18	94-05/01	8,9	11 000	11,38	100,00	11,380	Cégep de Montmorency
	18	94-05-01	8,9	14 000	11,38	100,00	11,380	Cégep de St-Jérôme
	28	05-06-28	20,0	5 000	12,30	99,50	12,370	Cégep du Vieux-Montréal
Juillet	03	88/91/95/96 97/98/99/00/ 05-07-03	9,9	17 100	11,29	98,46	11,601	Cégep du Vieux-Montréal
Août	07	91-08-07	6,0	4 400	11,00	100,00	11,000	Cégep de Hauterive
	07	91-08-07	6,0	11 200	11,00	100,00	11,000	Cégep de Rimouski
	07	91-08-07	6,0	17 000	11,00	100,00	11,000	Cégep de Limoilou
	07	91-08-07	6,0	3 400	11,00	100,00	11,000	Cégep de St-Félicien
Septembre	06	89-09-06	4,0	11 500	10,85	100,00	10,850	Cégep de Sherbrooke
	06	89-09-06	4,0	7 500	10,85	100,00	10,850	Cégep de Chicoutimi
	06	89-09-06	4,0	10 200	10,85	100,00	10,850	Cégep de Shawinigan
	06	90-09-06	5,0	5 900	10,95	100,00	10,950	Cégep de la Gaspésie
	06	90-09-06	5,0	7 000	10,95	100,00	10,950	Cégep de Valleyfield
	06	90-09-06	5,0	2 300	10,95	100,00	10,950	Cégep F.-X. Garneau
	06	90-09-06	5,0	9 000	10,95	100,00	10,950	Cégep de Rivière-du-Loup
	06	90-09-06	5,0	6 600	10,95	100,00	10,950	Cégep de Sept-Îles
	06	90-09-06	5,0	6 500	11,10	100,00	11,100	Cégep de St-Jean-sur-Richelieu
	06	90-09-06	5,0	7 000	11,10	100,00	11,100	Cégep de Saint-Hyacinthe
	06	90-09-06	5,0	12 000	11,10	100,00	11,100	Cégep Lévis-Lauzon
Octobre	28	05-10-28	20,0	2 200	11,50	97,21	11,870	Cégep de Matane
Novembre	14	92/93-11-14	7,6	2 500	11,25	99,18	11,420	Cégep de Granby
Décembre	19	05-12-19	20,0	2 700	11,00	98,70	11,160	Collège Dawson
	20	90-12-20	5,0	6 000	10,25	100,00	10,250	Cégep de Vanier
Total			**7,1[4]**	**200 300**	**11,28[4]**	**98,61[4]**	**11,273[4]**	

1. Lorsqu'il s'agit d'échéances en séries, la durée indiquée correspond à une moyenne pondérée qui prend en considération la durée et la somme à rembourser, et ce, à chaque échéance.
2. En dollars canadiens.
3. Moyenne pondérée dans le cas d'émissions en plusieurs tranches.
4. Moyenne pondérée.

Tableau 22
Détail des emprunts à long terme des établissements publics de santé et de services sociaux, Québec, janvier-décembre 1985

	Date		Durée[1]	Valeur nominale[2]	Taux d'intérêt[3]	Prix à l'emprunteur[3]	Coût réel[3]	Emprunteur
	émission	échéance	année	'000 $	%	$	%	
Janvier	22	90-01-22	5,0	3 645	12,00	99,50	12,140	Hôpital Maisonneuve-Rosemont
	23	90/95/98/ 05-01-23	12,6	5 500	12,34	98,21	12,640	Corporation d'hébergement du Québec
Février	05	95-02-05	10,0	2 200	12,00	98,05	12,340	C.H. Le Gardeur
	05	95-02-05	10,0	2 700	12,00	98,05	12,340	Hôpital Jean-Talon
	19	90-02-19	5,0	1 350	11,25	98,94	11,530	C.H. Gériatrique Maimonides
	20	90/95-02-20	7,5	3 000	11,57	98,78	11,810	C.H. Baie des Chaleurs
Mars	06	95-03-06	10,0	4 900	11,75	99,50	11,840	C.H. de Verdun
	06	90-03-06	5,0	2 065	10,75	97,95	11,300	Hôpital de l'Enfant-Jésus
	06	95-03-06	10,0	2 000	11,50	98,00	11,850	Hôpital Laval (1975)
	19	90-03-19	5,0	9 325	12,00	100,00	12,000	C.H. Pierre-Boucher
	19	90-03-19	5,0	1 280	12,00	100,00	12,000	C.H. de Chandler
	19	90-03-19	5,0	1 900	12,00	100,00	12,000	Hôpital de la Pleta
	28	05-03-28	20,0	1 780	13,25	99,25	13,360	Hôpital Ste-Croix
	28	05-03-28	20,0	5 200	13,25	99,25	13,360	Cité de la Santé de Laval
	28	90-03-28	5,0	2 180	12,25	97,60	12,920	Hôpital Notre-Dame
	29	90-03-29	5,0	4 000	12,25	97,60	12,920	C.H. de Rouyn-Noranda
Août	01	05-08-01	20,0	10 000	11,35	99,50	11,410	C.H. de Gatineau
	07	92-08-07	7,0	15 000	11,00	100,00	11,000	Corporation d'hébergement du Québec
	27	90/95-08-27	6,3	7 970	10,56	98,56	10,905	C.H. de Valleyfield
Septembre	04	90-09-04	5,0	2 800	10,50	98,25	10,960	Hôtel-Dieu de Saint-Jérôme
	06	90-09-06	5,0	6 500	11,10	100,00	11,100	Résidence Jean De La Lande
	06	90-09-06	5,0	8 000	11,10	100,00	11,100	Corporation de Sept-Îles
	12	90-09-12	5,0	2 450	10,50	97,65	11,120	C.H. de Saint-Laurent
	12	05-09-12	20,0	2 435	11,75	99,12	11,870	Hôpital du Haut-Richelieu
	12	05-09-12	20,0	2 125	11,75	99,50	11,820	Hôpital du Saint-Sacrement
	12	05-09-12	20,0	1 025	11,70	99,50	11,770	C.H. Laflèche de Grand-Mère
	17	90/95-09-17	6,3	7 340	10,63	97,75	11,180	C.H. de Gatineau
	17	05-09-17	20,0	1 000	11,65	99,50	11,720	C.H. Régional de Baie-Comeau
	17	05-09-17	20,0	2 600	11,50	97,97	11,770	L'Hôpital Chinois de Montréal
	19	90-09-19	5,0	4 400	10,50	97,90	11,060	C.H. Régional DeLanaudière
	23	90/95-09-23	6,8	5 325	10,68	97,82	11,180	C.H. Le Gardeur
Octobre	01	90-10-01	5,0	1 030	10,50	98,25	10,960	C.H. Universitaire de Sherbrooke
	01	95-10-01	10,0	5 500	11,15	99,50	11,230	C.H. Pierre-Boucher
	03	90-10-03	5,0	1 030	10,50	98,30	10,950	Hôtel-Dieu de Lévis
	03	05-10-03	20,0	3 350	11,50	99,55	11,560	C.H. Honoré-Mercier Inc.
	03	90-10-03	5,0	1 550	10,50	98,30	10,950	C.H. de Bedford
	15	95-10-15	10,0	4 675	10,50	99,75	10,570	Hôpital Régionale de la Mauricie

Tableau 22 (suite)
Détail des emprunts à long terme des établissements publics de santé et de services sociaux, Québec, janvier-décembre 1985

Émission	Échéance	Durée[1] année	Valeur nominale[2] '000 $	Taux d'intérêt[3] %	Prix à l'emprunteur[3] $	Coût réel[3] %	Emprunteur
15	95-10-15	10,0	4 365	10,50	99,75	10,570	Le Corp. Hôpital de Sept-Îles
15	95-10-15	10,0	2 230	10,50	99,75	10,570	C.H. Georges-Frédéric
15	95-10-15	10,0	2 050	10,50	99,75	10,570	Hôpital Mont-Sinaï
17	05-10-17	20,0	2 375	11,75	99,50	11,820	Hôpital de Chicoutimi Inc.
17	05-10-17	20,0	1 775	11,75	99,50	11,820	C.H. Robert Giffard
28	05-10-28	20,0	1 170	11,50	97,21	11,870	Hôpital de la Baie des Hal Hal
30	95-10-30	10,0	1 650	11,25	97,70	11,650	Hôpital Ste-Croix
Novembre 04	05-11-04	20,0	2 060	11,50	97,78	11,790	C.H. Gériatrique Maimonides
04	90/95-11-04	7,0	3 700	10,95	98,63	11,260	C.H. Régional DeLanaudière
07	90-11-07	5,0	1 450	10,50	97,90	11,060	Hôpital St-Luc
07	90-11-07	5,0	1 040	10,50	97,90	11,060	Hôpital Général de Lakeshore
07	90-11-07	5,0	1 240	10,75	98,65	11,110	C.H. J.-Henri Charbonneau
12	93-11-12	8,0	2 000	11,25	98,98	11,450	C.H. de Saint-Eustache
12	93-11-12	8,0	1 530	11,25	98,98	11,450	Institut Roland Saucier
12	93-11-12	8,0	1 530	11,25	98,98	11,450	C.H. de Matane
13	05-11-13	20,0	1 230	11,75	98,12	12,000	C.L.S.C. Arthur Caux
13	93-11-13	8,0	5 600	11,25	98,98	11,450	Hôpital Général de LaSalle
14	90-11-14	5,0	3 315	10,50	97,70	11,110	Hôpital Jean-Talon
14	93-11-14	8,0	6 100	11,25	98,98	11,450	Cité de la Santé de Laval
Décembre 19	95-12-19	10,0	1 550	10,50	98,60	10,730	Corp. Hôp. Champlain de Verdun
19	95/05-12-10	14,1	5 125	10,56	96,96	10,880	C.H.U.L.
19	07-12-19	22,0	2 350	11,00	98,68	11,160	C.H. Régional de l'Outaouais
19	07-12-19	22,0	2 650	11,00	98,68	11,160	C.H. Régional de la Beauce
20	95-12-20	10,0	2 800	10,50	98,00	10,830	Hôtel-Dieu de Montréal
Total		**10,0[4]**	**210 015**	**11,29[4]**	**98,92[4]**	**11,472[4]**	

1. Lorsqu'il s'agit d'échéances en séries, la durée indiquée correspond à une moyenne pondérée qui prend en considération la durée et la somme à rembourser, et ce, à chaque échéance.
2. En dollars canadiens.
3. Moyenne pondérée dans le cas d'émission en plusieurs tranches.
4. Moyenne pondérée.

Tableau 23
Détail des emprunts à long terme de l'Université du Québec, janvier-décembre 1985

	Date		Durée	Valeur nominale[1]	Taux d'intérêt	Prix à l'emprunteur	Coût réel
	émission	échéance	année	'000 $	%	$	%
Janvier	23	92-01-23	7,0	25 000	12,13	99,60	12,220
Mars	21	88-03-21	3,0	16 000	11,00	99,50	11,200
Octobre	08	92-10-08	7,0	25 000 (EURO-CAN)	10,48	97,97	10,890
Novembre	25	05-11-25	20,0	10 000	11,65	99,50	11,720
Total			**7,92**	**76 000**	**11,292**	**99,032**	**11,3822**

1. En dollars canadiens.
2. Moyenne pondérée.

Tableau 24
Détail des emprunts à long terme des communautés urbaines et régionales, janvier-décembre 1985

	Date		Durée	Valeur nominale[1]	Taux d'intérêt[2]	Prix à l'emprunteur	Coût réel	Emprunteur
	émission	échéance	année	'000 $	%	$	%	
Février	11	95-02-11	10,0	9 000	11,27	98,27	11,786	CRO
Mars	07	95-03-07	10,0	75 000 (EURO-CAN)	11,75 A	98,15	11,730	CUM
	25	90-03-25	5,0	1 340	12,42	97,10	13,320	Adm. régionale Kativik
Août	12	95-08-12	10,0	7 459	10,33	98,30	10,893	CRO
Septembre	23[3]	05-10-01	20,0	2 559	10,00	100,00	10,000	CUQ
Novembre	04	95-11-04	10,0	9 200	10,81	98,43	11,333	CRO
	13	90/95/05 -11-04	14,5	60 000	11,44	97,58	11,914	CUM
Décembre	02	90-12-02	5,0	13 868 (FS 21 000)	5,13 A	98,43	5,420	CRO
	23	90-12-23	5,0	4 972	9,88	98,72	10,312	Adm. régionale Kativik
Total			**11,14**	**183 398**	**10,884**	**98,844**	**11,2114**	

A Coupon annuel.
1. En dollars canadiens.
2. Moyenne pondérée des différents taux de l'émission.
3. Vente d'émission d'obligation-annuité à la SCHL.
4. Moyenne pondérée.

Tableau 25
Détail des emprunts à long terme d'Hydro-Québec, janvier-décembre 1985

	Date		Durée	Valeur nominale		Taux d'intérêt	Prix à l'emprunteur	Coût réel
				$ canadiens	en devises			
	émission	échéance	année	'000 $		%	$	%
Janvier	03	91-01-03	6,0	50 000		12,38	99,65	12,460
	15	97-06-01	12,4	100 000		10,00	88,13	11,850
Février	01	12-02-01	27,0	266 600	(US 200 000)	11,75	98,73	11,909
	06	90-02-06	5,0	117 000		11,00	99,21	11,211
	06	06-02-06	21,0	153 000		12,25	99,07	12,376
Mars	20	95-03-20	10,0	80 500[1]	(YJ 20 000 000)	7,60	99,50	7,673
	22	86-12-01	1,7	40 000		12,33	99,88	12,386
Mai	01	95-05-01	10,0	100 000	(EURO-CAN)	12,25 A	98,00	12,238
	06	90-05-06	5,0	25 000[2]		9,88[3]	99,89	9,795
Juin	20	95-06-20	10,0	89 252	(DM 200 000)	7,13 A	97,00	7,425
	21	88-06-30	3,0	1 366	(US 1 000)	9,20	99,65	9,330
Juillet	10	90-02-06	4,6	55 000		11,00	101,75	10,503
Août	15	95-03-15	9,6	60 000	(EURO-CAN)	8,00 A	83,11	10,720
	15	95-08-15	10,0	100 000	(EURO-CAN)	11,00 A	98,50	10,957
Septembre	25	95-09-25	10,0	170 000		10,75	98,29	11,037
	25	08-09-25	23,0	100 000		11,25	98,75	11,405
Octobre	17	95-07-17	9,7	143 216	(EURO-YEN 25 000 000)	8,00	99,50	7,911
Décembre	20	91-03-03	5,2	50 000		9,58	99,80	9,623
Total			**13,9[4]**	**1 780 934**		**10,52[4]**	**97,73[4]**	**10,813[4]**

A Coupon annuel.
1. Émission de 107,3 millions dont 26,8 millions pour fins de renégociation. Donc, 80,5 millions de nouvel emprunt.
2. Émission de 100 millions dont 75 millions pour fins de renégociation. Donc, 25 millions de nouvel emprunt.
3. Taux préférentiel - 5/8.
4. Moyenne pondérée.

Tableau 26
Détail des emprunts à long terme des entreprises publiques de transport en commun, Québec, janvier-décembre 1985

	Date		Durée	Valeur nominale[1]	Taux d'intérêt[2]	Prix à l'emprunteur	Coût réel	Emprunteur
	émission	échéance	année	'000 $	%	$	%	
Avril	09	90-04-09	5,0	3 975	12,10	97,49	13,038	Corp. métropolitaine de transport de Sherbrooke
	25	92-04-25	7,0	2 785[3] (EURO-CAN)	12,75 A	100,00	12,750	Société de transport de la communauté urbaine de Montréal
Mai	06	90-05-06	5,0	830	11,15	97,73	11,897	Corp. intermunicipale de transport du Saguenay
	21	90-05-21	5,0	4 060	11,07	98,44	11,632	Commission de transport de la communauté régionale de l'Outaouais
	21	90-05-21	5,0	2 005	10,98	97,94	11,795	Corp. intermunicipale de transport de la Rive-Sud de Québec
	28	90-05-28	5,0	15 000	11,12	97,82	11,849	Commission de transport de la communauté urbaine de Québec
Juin	17	90-06-17	5,0	320	10,85	98,85	11,277	Corp. intermunicipale de transport des Forges
Octobre	07	90-10-07	5,0	1 665	10,37	97,88	11,267	Corp. intermunicipale de transport du Saguenay
Novembre	04	90-11-04	5,0	1 947	10,54	98,31	11,159	Corp. métropolitaine de transport de Sherbrooke
Décembre	30	90-12-30	5,0	2 300	9,80	98,67	10,296	Société de transport de la rive-sud de Montréal
Total			**5,2[4]**	**34 887**	**11,19[4]**	**98,13[4]**	**11,855[4]**	

A Coupon annuel.
1. En dollars canadiens.
2. Moyenne pondérée des différents taux de l'émission.
3. Emission de 20 millions dont 17,2 millions pour fins de rachat par anticipation. Donc, 2,8 millions de nouvel emprunt.
4. Moyenne pondérée.

Annexe 1 - Notes méthodologiques

Définitions générales

Les tableaux portant sur le financement à long terme présentent, pour une année civile, les valeurs nominales annuelles et mensuelles des emprunts bruts à long terme du secteur public québécois, la durée de ces derniers ainsi qu'une estimation du coût réel du capital emprunté.

Les emprunts à long terme comprennent les obligations, les billets d'une durée supérieure ou égale à un an, les emprunts hypothécaires et les emprunts bancaires. Ils sont enregistrés à leur date d'émission, c'est-à-dire la date à partir de laquelle les intérêts commencent à courir. Les emprunts des administrations locales sont maintenant enregistrés depuis cette année à leur date d'émission, sauf en ce qui concerne les émissions hors marché de la SCHL et de la SHQ qui continuent d'être enregistrées à la date de vente.

Par monnaie, on entend l'unité avec laquelle on paie l'emprunt. Les emprunts en monnaie étrangère sont convertis en dollars canadiens selon le taux de change en vigueur au moment où ils sont contractés. Lorsque la monnaie n'est pas spécifiée, c'est qu'il s'agit de monnaie canadienne.

Comme l'enquête statistique repose sur les relevés d'emprunts et non sur les rapports de la dette aux divers bilans, il s'ensuit que les emprunts bruts incluent tous les contrats d'emprunts, quel qu'en soit le rôle dans la gestion de la dette. Ainsi, les emprunts du secteur public peuvent inclure des emprunts dont le produit est versé au fonds général ou à des fonds spécifiques d'immobilisation, ou encore au remboursement d'emprunts antérieurs échus. Toutefois, les renégociations d'emprunts, ne sont pas incluses, car elles n'impliquent pas de nouveau montant, mais seulement des modifications aux conditions d'emprunt.

Parce qu'ils ne tiennent pas compte des remboursements, des rachats et des annulations, les emprunts nets à long terme, tels que colligés jusqu'à maintenant, expriment non pas l'accroissement de la dette du secteur public, non plus que l'encaissement net du produit des opérations d'emprunts d'un point de vue de trésorerie, mais plutôt la demande de capitaux à long terme auprès des institutions financières publiques et privées.

Conditions inhérentes aux emprunts

Les conditions inhérentes aux emprunts sont la durée, le taux d'intérêt, le prix et le coût réel à l'emprunteur. Rappelons que la valeur nominale (ou valeur au pair) représente le capital (ou principal) que l'emprunteur s'engage à rembourser à l'échéance.

La durée (ou terme) désigne la période de l'engagement, soit la période comprise entre la date d'émission et la date d'échéance des emprunts, date à laquelle le principal est remboursé.

Le taux d'intérêt est exprimé en pourcentage de la valeur au pair et fixe simplement le montant des intérêts à verser.

Le prix (ou le cours) dans le cas des obligations est défini comme le prix à l'emprunteur. Si, pour une obligation de 1 000 $, l'emprunteur

reçoit 1 000 $, on dira que le prix est égal à 100 et qu'elle est vendue au pair. Un prix inférieur (ex.: égal à 98) signifie qu'elle est vendue à escompte. Le prix, exprimé lui aussi en pourcentage de la valeur au pair, détermine donc pour l'emprunteur la recette de la vente d'obligations. À noter qu'il s'agit du prix de souscription négocié entre l'organisme public qui émet l'obligation et son courtier, et non le prix auquel le courtier revend celle-ci sur le marché. L'écart entre le prix de souscription et le prix à l'acheteur constitue la rémunération du courtier pour ses services et ses risques de mévente.

Alors qu'une obligation vendue au pair représente un coût égal au taux d'intérêt, celle vendue à escompte, parce qu'elle procure des recettes réduites, coûte effectivement à l'emprunteur plus que le taux d'inté- d'intérêt, et inversement pour les ventes à prime. De plus, la durée de l'obligation affecte la valeur de remboursement en intérêt et capital.

Le coût réel à l'emprunteur est une mesure du coût du capital emprunté qui tient compte du taux d'intérêt nominal, de la duré et du prix. Le calcul du coût réel s'effectue sur une base semestrielle, c'est-à-dire que les intérêts sont versés deux fois l'an.

Enfin, le coût réel moyen pondéré et la durée moyenne pondérée sont des mesures qui tiennent compte de la valeur des emprunts. Par exemple, pour calculer le coût réel moyen pondéré des emprunts d'un organisme donné pour le mois de janvier, on multiplie pour chaque emprunt de ce mois son coût réel par sa valeur, on additionne les résultats obtenus et on divise par la valeur totale des emprunts de janvier de l'organisme en question.

Univers de l'enquête

Les données de cette publication réfèrent au financement des activités du secteur public québécois, c'est-à-dire des activités sur lesquelles le gouvernement du Québec et les représentants locaux peuvent effectivement exercer leur contrôle, directement ou par délégation de pouvoir.

Ainsi, l'univers du secteur public québécois[1] comprend:

- l'ensemble des organismes appartenant aux divers paliers de gouvernement;

- les organismes à but non lucratif n'appartenant pas à l'État, qui rendent essentiellement des services aux ménages, et qui sont en totalité ou en majeure partie financés et contrôlés par les pouvoirs publics.

Pour préciser ce qu'on entend par contrôle, nous dirons qu'un gouvernement exerce un "contrôle effectif" sur un organisme lorsque celui-ci respecte les trois conditions suivantes:

. les services qu'il rend doivent être définis par des lois ou des règlements;

---

1. Bureau de la statistique du Québec, Univers du secteur public au Québec 1985, Québec, 1986, 67 p.

- son budget doit être soumis à l'approbation d'un gouvernement;
- la désignation de ses administrateurs doit suivre la procédure déterminée par une loi.

Selon la nature de leurs activités, les organismes composant le secteur public se divisent en deux catégories: les administrations publiques et les entreprises publiques. Les administrations publiques ont pour fonction principale de fournir certains biens publics à des fins non commerciales.

Quant aux entreprises publiques, ce sont des corporations appartenant à l'État, dont le but est de produire des biens ou des services destinés à être vendus sur le marché libre à des prix établis en fonction des coûts.

Un gouvernement est considéré comme propriétaire d'une entreprise quand il détient plus de 50 % du capital-actions ayant droit de vote. Les filiales des entreprises publiques, dans la mesure où plus de 50 % de leur capital-actions appartient à une ou plusieurs entreprises publiques, sont considérées comme des entreprises publiques.

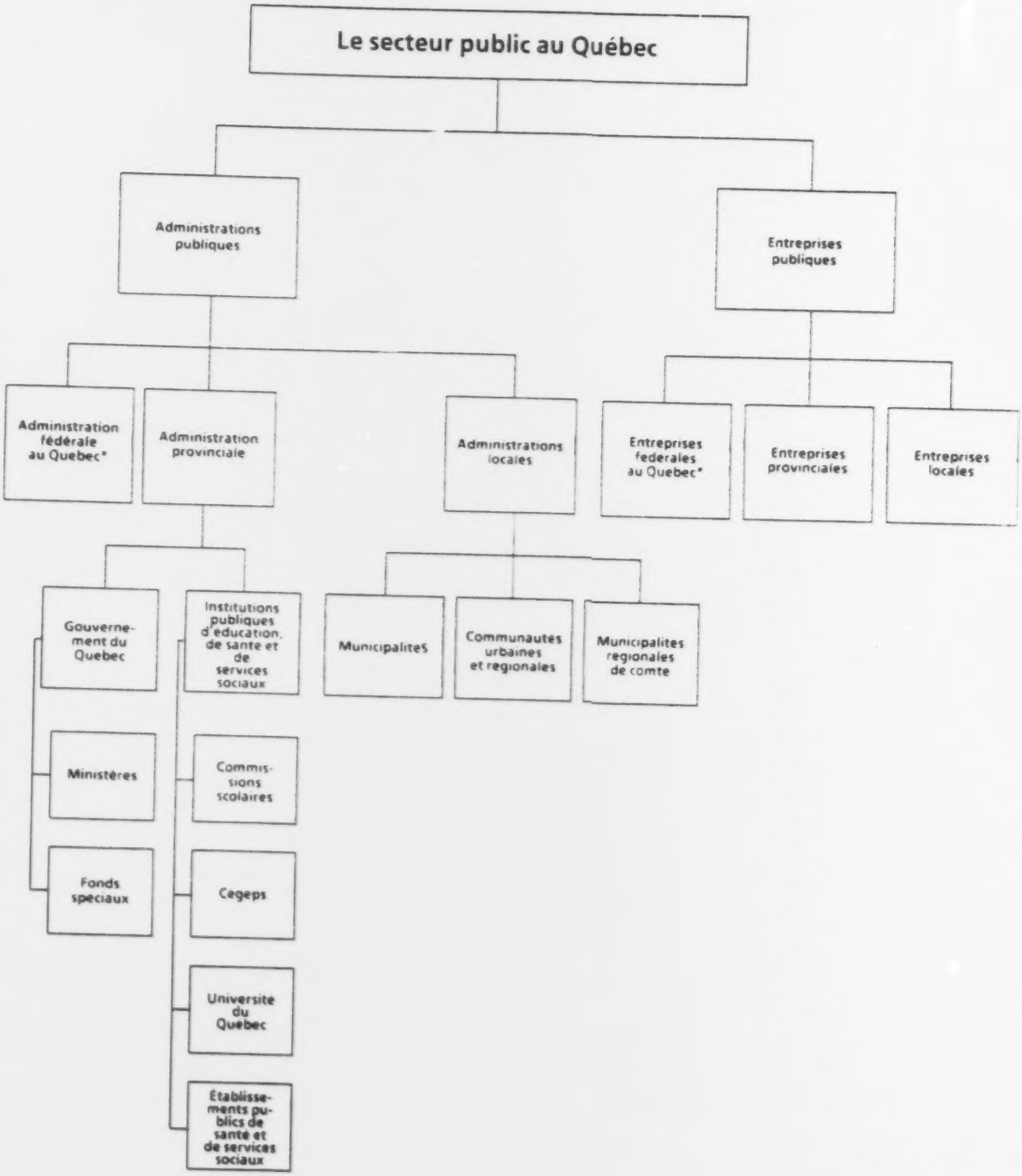
Au Québec, ces organismes publics se retrouvent sous trois paliers de juridiction: fédéral, provincial et local. Afin de couvrir prioritairement les organismes relevant de la compétence québécoise et sur lesquelles le gouvernement du Québec et les représentants locaux peuvent effectivement exercer leur influence, les organismes de juridiction fédérale sont exclus de la présente publication mais ils font partie de "l'univers du secteur public au Québec".

La demande de financement du secteur public québécois est presque entièrement couverte. Cependant, la demande de financement des municipalités exclut les emprunts des offices municipaux d'habitation; ceux-ci sont en partie couverts de façon implicite par le biais des emprunts de la Société d'habitation du Québec, de qui les offices sont mandataires et reçoivent des fonds. La contribution des municipalités au financement des offices n'a pu être couverte, étant exclue de la comptabilité de la dette des municipalités.

Par contre, les emprunts des municipalités regroupent ceux effectués pour les besoins des corporations municipales, des régies intermunicipales et des fonds d'électricité.

En terminant, notons que les emprunts des universités autres que l'Université du Québec sont exclus du secteur public, ces universités ne respectant pas les conditions de contrôle effectif. Il en est de même des établissements privés de santé et de services sociaux et des institutions privées à but non lucratif.

Annexe 2 - Univers détaillé du secteur public québécois



Service des finances, Bureau de la statistique du Québec, janvier 1986

* L'administration et les entreprises fédérales au Québec ne sont pas couvertes dans cette publication.

Le secteur public au Québec comprend les organismes suivants:

1. ADMINISTRATIONS PUBLIQUES AU QUÉBEC

1.1 Administration publique provinciale

1.1.1 Gouvernement du Québec

MINISTÈRES
FONDS SPÉCIAUX
FONDS SPÉCIAUX ADMINISTRÉS PAR LE GOUVERNEMENT

1.1.2 Institutions publiques d'éducation, de santé et de services sociaux

COMMISSIONS SCOLAIRES
CÉGEPS
UNIVERSITÉ DU QUÉBEC
ÉTABLISSEMENTS PUBLICS DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX

1.2 Administrations publiques locales

1.2.1 Municipalités

CORPORATIONS MUNICIPALES
OFFICES MUNICIPAUX D'HABITATION
RÉGIES INTERMUNICIPALES

1.2.2 Communautés urbaines et régionales

1.2.3 Municipalités régionales de comté

1.3 Administration publique fédérale

1.3.1 Gouvernement du Canada

MINISTÈRES
FONDS SPÉCIAUX
FONDS SPÉCIAUX ADMINISTRÉS PAR LE GOUVERNEMENT

2. ENTREPRISES PUBLIQUES AU QUÉBEC

2.1 Entreprises publiques provinciales

2.2 Entreprises publiques locales

FONDS D'ÉLECTRICITÉ
ENTREPRISES PUBLIQUES DE TRANSPORT EN COMMUN

2.3 Entreprises publiques fédérales

1. ADMINISTRATIONS PUBLIQUES AU QUÉBEC

1.1 Administration publique provinciale

1.1.1 Gouvernement du Québec

MINISTÈRES

Affaires culturelles
Affaires municipales
Agriculture, Pêcheries et Alimentation
Assemblée nationale
Commerce extérieur

Communautés culturelles et Immigration
Communications
Conseil du trésor
Conseil exécutif
Délégué à la Condition féminine

Délégué à l'Administration
Délégué au Développement et à la Voirie des régions
Délégué aux Relations avec les Citoyens
Éducation
Énergie et Ressources

Enseignement supérieur, Science et Technologie
Environnement
Finances
Habitation et Protection du consommateur
Industrie et Commerce

Justice
Loisirs, Chasse et Pêche
Main-d'oeuvre et Sécurité du revenu
Relations internationales
Revenu

Santé et Services sociaux
Tourisme
Transports
Travail

Source: Gouvernement du Québec. Budget 1985-1986. Crédits.

Note: Cette liste a été révisée au 30 juin 1985
Le ministère des Affaires sociales a été remplacé par le ministère de la Santé et des Services sociaux.

FONDS SPÉCIAUX DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

Agence québécoise de valorisation industrielle de la recherche
Centre de recherche industrielle du Québec (CRIQ)
Commission de la qualité de l'environnement Kativik
Commission de la santé et de la sécurité du travail (CSST)
Commission des normes du travail

Commission des services juridiques
Corporation d'hébergement du Québec
Curateur public
Fondation pour le développement de la science et de la technologie
Fonds d'aide au recours collectif

Fonds d'assurance-prêts agricoles et forestiers
Fonds de la recherche en santé du Québec
Fonds de recherche en agriculture, pêcheries et alimentation[1]
Fonds pour la formation de chercheurs et l'aide à la recherche (FCAR)
Institut de recherche en santé et sécurité du travail

Institut national de productivité
Institut québécois de recherche sur la culture (IQRC)
Institut québécois du cinéma
La Maison de la Musique de Montréal
Musée d'Art contemporain de Montréal

Musée de la Civilisation
Musée des beaux-arts de Montréal
Musée du Québec
Office de la construction du Québec (OCQ)
Office de la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris

Office du crédit agricole du Québec
Office franco-québécois pour la jeunesse
Régie de l'assurance automobile du Québec (RAAQ)
Régie de l'assurance-dépôts du Québec
Régie de l'assurance-maladie du Québec (RAMQ)

Régie des assurances agricoles du Québec
Régie des marchés agricoles du Québec
Régie des rentes du Québec (RRQ)
Société Corvée-Habitation
Société d'aménagement de l'Outaouais (SAO)

Société de développement de l'industrie des courses de chevaux du Québec (SODIC) Inc.[2]
Société de développement des coopératives[3]
Société de développement des industries de la culture et des communications (SODICC)[4]
Société de développement industriel du Québec (SDI)
Société de la Maison des sciences et des techniques

Société de la Place des Arts de Montréal
Société de radio-télévision du Québec (Radio-Québec)
Société d'exploitation des ressources éducatives du Québec (SEREQ)
Société d'habitation du Québec (SHQ)
Société du Grand-Théâtre de Québec

Société du Palais des congrès de Montréal
Société du Parc des expositions agro-alimentaires
Société du Parc industriel du Centre du Québec
Société du Parc industriel et commercial aéroportuaire de Mirabel (SPICAM)
Société générale du cinéma

Société immobilière du Québec
Société Inter-Port de Québec
Société Parc-Auto du Québec Métropolitain
Société québécoise d'assainissement des eaux (SQAE)
Société québécoise d'information juridique

---

1 Ce fonds spécial n'est pas en opération.
2 Ce fonds spécial est une filiale à part entière de Loto-Québec.
3 Ce fonds spécial possède une filiale en propriété exclusive, soit "S.D.C. (Habitation) 1980 Inc.".
4 Ce fonds spécial possède 51% du capital-actions de "Les Placements R.D.P. Inc.".

Source: Gouvernement du Québec. Budget 1985-86. Crédits.

FONDS SPÉCIAUX ADMINISTRÉS PAR LE GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

Fonds d'amortissement afférent à des emprunts de commissions scolaires
Fonds d'amortissement afférent à un emprunt de l'Université du Québec
Fonds de développement régional
Fonds de relance industrielle
Fonds renouvelable de la direction des services informatiques aux réseaux d'enseignement

Fonds renouvelable des ententes sur les prêts de services d'enseignants
Fonds renouvelable des moyens d'enseignement
Fonds renouvelable des publications gouvernementales
Fonds renouvelable des services de placement média
Fonds renouvelable du service aérien

Fonds renouvelable du service de cartographie
Fonds renouvelable du service d'entretien et de réparation des machines de bureau
Fonds renouvelable du service des achats du gouvernement du Québec
Fonds renouvelable - Parc Mont Sainte-Anne
Fonds renouvelable pour les équipements informatiques

Fonds renouvelable - télécommunications
Fonds renouvelable - travaux de reprographie
Fonds spéciaux du crédit agricole

Source: Gouvernement du Québec. Budget 1985-86. Crédits.

Note: Ces fonds sont différents de ceux énumérés précédemment, en ce qu'ils ne produisent pas de rapport financier séparé des Comptes publics et qu'ils sont administrés par le gouvernement.

1.1.2 Institutions publiques d'éducation, de santé et de services sociaux

COMMISSIONS SCOLAIRES

Région administrative scolaire[1]		CSR	CSL	CSI	Total
01	Bas-Saint-Laurent - Gaspésie	3	12	5	20
02	Saguenay - Lac-Saint-Jean	3	12	4	19
03	Québec	9	33	8	50
04	Trois-Rivières	4	16	4	24
05	Estrie	1	7	1	9
06	Montréal	8	33	31	72
07	Outaouais	1	8	4	13
08	Abitibi - Témiscamingue	2	6	5	13
09	Côte-Nord	1	4	6	11
10	Nouveau-Québec	-	-	3	3
Total		32	131	71	234

CSR: Commissions scolaires régionales
CSL: Commissions scolaires locales
CSI: Commissions scolaires intégrées

1 Les régions administratives scolaires correspondent généralement aux régions administratives. La différence découle du fait que les écoles d'une commission scolaire catholique peuvent se trouver dans plus d'une région administrative.

Source: Ministère de l'Éducation. Annuaire des organismes d'enseignement primaire et secondaire public 1985-86.

CÉGEPS

Cégep de l'Abitibi-Témiscamingue
Cégep Ahuntsic
Cégep d'Alma
Cégep André-Laurendeau
Cégep Bois-de-Boulogne

Collège Régional de Champlain
Campus de Lennoxville
Campus Saint-Lambert-Longueuil
Campus St-Lawrence
Cégep de Chicoutimi

Cégep Dawson
Cégep de Drummondville
Cégep Édouard-Montpetit
École nationale d'aérotechnique
Cégep François-Xavier Garneau

Cégep de la Gaspésie
Cégep de Granby
Cégep de Hauterive
Cégep John Abbott
Cégep de Joliette

Cégep de Jonquière
Cégep de La Pocatière
Cégep de Lévis-Lauzon
Cégep de Limoilou
Cégep Lionel-Groulx

Cégep de Maisonneuve
Cégep de Matane
Cégep Montmorency
Cégep de l'Outaouais
Campus Héritage

Cégep de la Région de l'Amiante
Cégep de Rimouski
Cégep de Rivière-du-Loup
Cégep de Rosemont
Cégep de Saint-Félicien

Cégep de Sainte-Foy
Cégep de Saint-Hyacinthe
Cégep Saint-Jean-sur-Richelieu
Cégep de Saint-Jérôme
Cégep de Saint-Laurent

Cégep de Sept-Iles
Cégep de Shawinigan
Cégep de Sherbrooke
Cégep de Sorel-Tracy
Cégep de Trois-Rivières

Cégep de Valleyfield
Cégep de Vanier
Cégep de Victoriaville
Cégep du Vieux-Montréal

Source: Ministère de l'Éducation. Annuaire des organismes scolaires publics et listes complémentaires 1984-85.

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC

L'Université du Québec, dont le siège social est à Sainte-Foy, comprend les constituantes suivantes:

École nationale d'administration publique (ENAP)
École de technologie supérieure (ETS)
Institut Armand-Frappier (IAF)
Institut national de la recherche scientifique (INRS)
Télé-Université (TELUQ)
Université du Québec à Chicoutimi (UQAC)
Université du Québec à Hull (UQAH)
Université du Québec à Montréal (UQAM)
Université du Québec à Rimouski (UQAR)
Université du Québec à Trois-Rivières (UQTR)
Université du Québec en Abitibi-Témiscamingue (UQAT)

Source: Ministère de l'Éducation. Annuaire des organismes scolaires publics et listes complémentaires 1984-85.

ÉTABLISSEMENTS PUBLICS DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX

Région socio-sanitaire[1]		CH	CLSC	CSS	CA	Total
01	Bas-Saint-Laurent — Gaspésie — Iles-de-la-Madeleine	10	12	2	15	39
02	Saguenay — Lac-Saint-Jean	10	6	1	23	40
03	Québec	33	18	1	86	138
04	Trois-Rivières	16	6	1	33	56
05	Estrie	10	6	1	20	37
6A	Montréal Métropolitain	55	21	3	74	153
6B	Laurentides — Lanaudière	8	9	1	29	47
6C	Montérégie	19	19	1	45	83
07	Outaouais	10	10	1	16	37
08	Abitibi — Témiscamingue	7	7	1	11	26
09	Côte-Nord	2	9	1	5	17
10A	Kativik	2	-	1	-	3
10B	Baie James	-	1	1	-	2
Total		181	124	16	357	678

CH : Centres hospitaliers
CLSC: Centres locaux de services communautaires
CSS : Centres de services sociaux
CA : Centres d'accueil

Source: Ministère de la Santé et des Services sociaux. Fichier des établissements. Octobre 1985.

Note: Il y a un CRSSS par région socio-sanitaire.

1. Les régions socio-sanitaires correspondent aux régions administratives.

1.2 Administrations publiques locales

1.2.1 Municipalités

CORPORATIONS MUNICIPALES

Cités	2
Villes	255
Total	257
Réserves indiennes[1]	39
Village Naskapi	1
Villages cris	8
Villages	217
Villages nordiques	12
Paroisses	444
Cantons	118
Cantons-Unis	12
Sans désignation	444
Territoires non organisés	65
Total	1 360
Total général	1 617

1. Les réserves indiennes sont des territoires de juridiction fédérale à l'intérieur de limites provinciales.

Source: Ministère des Affaires municipales. Service des communications. Répertoire des municipalités du Québec, 1985.

OFFICES MUNICIPAUX D'HABITATION

Région administrative		Nombre
01	Bas-Saint-Laurent – Gaspésie	48
02	Saguenay – Lac-Saint-Jean	47
03	Québec	135
04	Trois-Rivières	64
05	Estrie	19
06	Montréal	132
07	Outaouais	20
08	Abitibi – Témiscamingue	20
09	Côte-Nord	16
10	Nouveau-Québec	-
Total		501

Source: Société d'habitation du Québec. Répertoire des offices municipaux d'habitation du Québec. Juillet 1985.

RÉGIES INTERMUNICIPALES

Développement industriel	1
Fonctions mixtes	1
Hygiène du milieu	33
Transport	3
Protection des personnes et des biens	7
Loisirs et culture	23
Services administratifs	1
Total	69

Source: Ministère des Affaires municipales. Service des communications. Répertoire des municipalités du Québec, 1985.
Ministère des Affaires municipales. Direction générale des relations avec les municipalités.

1.2.2 Communautés urbaines et régionales

Administration régionale Kativik (ARK)

Communauté régionale de l'Outaouais (CRO)

Communauté urbaine de Montréal (CUM)

Communauté urbaine de Québec (CUQ)

Source: Ministère des Affaires municipales. Service des communications. Répertoire des municipalités du Québec, 1985.

1.2.3 Municipalités régionales de comté

Abitibi
Abitibi-Ouest
Acton
Antoine-Labelle
Argenteuil

Arthabaska
Avignon
Beauce-Sartigan
Beauharnois-Salaberry
Bécancour

Bellechasse
Bonaventure
Brome-Missiaquoi
Caniapiscau
Champlain

Charlevoix
Charlevoix-Est
Coaticook
D'Autray
Denis-Riverin

Desjardins
Deux-Montagnes
Drummond
Francheville
Joliette

Kamouraska
La Côte-de-Beaupré
La Côte-de-Gaspé
Lac-Saint-Jean-Est
La Haute-Côte-Nord

La Haute-Yamaska
La Jacques-Cartier
Lajemmerais
La Matapédia
L'Amiante

La Mitis
La Nouvelle-Beauce
La Rivière-du-Nord
L'Assomption
Laval

La Vallée-de-la-Gatineau
La Vallée-du-Richelieu
Le Bas-Richelieu
Le Centre-de-la-Mauricie
Le Domaine-du-Roy

Le Fjord-du-Saguenay
Le Granit
Le Haut-Richelieu
Le Haut-Saint-François
Le Haut-Saint-Laurent

Le Haut-Saint-Maurice
L'Erable
Les Basques
Les Chutes-de-la-Chaudière
Les Etchemins

Les Îles-de-la-Madeleine
Les Jardins-de-Napierville
Les Laurentides
Les Maskoutains
Les Moulins

Les Pays-d'en-Haut
Le Val-Saint-François
L'Île-d'Orléans
L'Islet
L'Or-Blanc

Lotbinière
Manicouagan
Maria-Chapdelaine
Maskinongé
Matane

Matawinie
Mékinac
Memphrémagog
Minganie
Mirabel

Montcalm
Montmagny
Nicolet-Yamaska
Pabok
Papineau

Pontiac
Portneuf
Rimouski-Neigette
Rivière-du-Loup
Robert-Cliche

Roussillon
Rouville
Rouyn-Noranda
Sept-Rivières
Sherbrooke

Témiscamingue
Témiscouata
Thérèse-De Blainville
Vallée-de-l'Or
Vaudreuil-Soulanges

Source: Ministère des Affaires municipales. Service des communications. Répertoire des municipalités du Québec, 1985.

1.3 Administration publique fédérale

1.3.1 Gouvernement du Canada

MINISTÈRES

Affaires des anciens combattants
Affaires extérieures
Affaires indiennes et du Nord canadien
Agriculture
Approvisionnements et Services

Communications
Conseil du trésor
Conseil privé
Consommation et Corporations
Défense nationale

Développement économique et régional
Développement social
Emploi et Immigration
Énergie, Mines et Ressources
Environnement

Expansion industrielle régionale
Finances
Gouverneur général
Justice
Parlement

Pêches et Océans
Revenu national
Santé nationale et Bien-être social
Sciences et Technologie
Secrétariat d'État

Solliciteur général
Transports
Travail
Travaux publics

Source: Gouvernement du Canada. Budget des dépenses, 1985-1986.

FONDS SPÉCIAUX DU GOUVERNEMENT DU CANADA

Administration de pilotage des Laurentides
Banque du Canada
Commission canadienne du Blé
Commission canadienne du lait
Commission de la Capitale nationale

Commission des champs de bataille nationaux
Comptes d'allocations de retraite des parlementaires
Compte d'assurance-chômage
Compte de pensions de retraite de la Fonction publique
Compte de pensions de retraite de la Gendarmerie royale du Canada

Compte de pensions de retraite des Forces canadiennes
Compte de prestations de décès de la Fonction publique
Compte de prestrations de décès des Forces canadiennes
Compte de prestations de retraite supplémentaires
Compte du fonds des changes

Compte du régime de pensions du Canada
Conseil des Arts du Canada
Construction de défense (1951) Limitée
Corporation de développement des investissements du Canada
Corporation de disposition des biens de la Couronne

Énergie atomique du Canada, Limitée
Gendarmerie royale du Canada, caisse de pension des personnes à charge
Société de développement de l'industrie cinématographique canadienne
Société immobilière du Canada Limitée

Source: Statistique Canada. Division des institutions publiques. Les finances publiques fédérales (cat. 68-211).

FONDS SPÉCIAUX ADMINISTRÉS PAR LE GOUVERNEMENT DU CANADA

Fonds renouvelable de l'Agence des télécommunications gouvernementales
Fonds renouvelable de la production de défense
Fonds renouvelable de la surveillance des hippodromes
Fonds renouvelable des aéroports autonomes et services au sol connexes
Fonds renouvelable des approvisionnements

Fonds renouvelable des magasins
Fonds renouvelable des services de construction
Fonds renouvelable du Bureau des passeports
Fonds renouvelable du perfectionnement et de la formation du personnel
Fonds renouvelable pour l'étude de l'environnement

Source: Gouvernement du Canada. Comptes publics du Canada. Volume II.

Note: Ces fonds sont différents de ceux énumérés précédemment, en ce qu'ils ne produisent pas de rapport financier séparé des Comptes publics et qu'ils sont administrés par le gouvernement.

2. ENTREPRISES PUBLIQUES AU QUÉBEC

2.1 Entreprises publiques provinciales

Caisse de dépôt et placement du Québec*
Centre de distribution de médicaments vétérinaires (C.D.M.V.) Inc.
Centre d'insémination artificielle du Québec (C.I.A.Q.) Inc.
Fer Albanel Ltée
Hydro-Québec

Madelipêche Inc.
Nouveler Inc.
Pêches Nordiques Inc.
Raffinerie de sucre du Québec
Régie des installations olympiques (RIO)

Sidbec
Société de développement autochtone de la Baie-James (SODAB)
Société de développement de la Baie-James (SDBJ)
Société de récupération, d'exploitation et de développement forestier du Québec (REXFOR)
Société des alcools du Québec (SAQ)

Société des loteries et courses du Québec (Loto-Québec)
Société des Traversiers du Québec
Société du port ferroviaire de Baie-Comeau - Hauterive
Société du tourisme de la Baie-James (SOTOUR)
Société générale de financement du Québec (SGF)

Société nationale de l'amiante (SNA)
Société québécoise des pêches
Société québécoise des transports
Société québécoise d'exploration minière (SOQUEM)
Société québécoise d'initiatives agro-alimentaires (SOQUIA)*

Société québécoise d'initiatives pétrolières (SOQUIP)
Somine Inc.
Sotel Inc.
Usine de congélation de Saint-Bruno Inc.

---

* Entreprise publique financière.

FILIALES DES ENTREPRISES PUBLIQUES PROVINCIALES

1) Caisse de dépôt et placement du Québec

Les filiales à part entière sont:
- Cadim (1983) Inc.
- Développement Pasteur Inc.
- Immeubles Cadimont Inc.
- Immeubles Cadev Inc.
- Place Dupuis Inc.

La Caisse de dépôt et placement du Québec détient également 52,6% du capital-actions de sa filiale la "Société immobilière Trans-Québec Inc.".

2) Hydro-Québec

Les filiales à part entière sont:
- Société d'énergie de la Baie James (SEBJ)
- Hydro-Québec International

3) Madelipêche Inc.

La Société québécoise des pêches, filiale en propriété exclusive de SOQUIA, possède 42% du capital-actions de Madelipêche Inc. Le reste du capital-actions appartient au ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation.

Madelipêche Inc. possède une filiale à part entière soit:
- Les Crustacés des Îles Inc.

4) Nouveler Inc.

Nouveler Inc. est une filiale à part entière de quatre sociétés d'État, soit Hydro-Québec (35% du capital-actions), la SGF (35% du capital-actions), REXFOR (15% du capital-actions) et SOQUEM (15% du capital-actions).

Nouveler Inc. possède une filiale à part entière soit:
- Les Contrôles P.S.C. Ltée

Elle détient également les filiales suivantes:
- Soltrac Inc. (69% du capital-actions)
- Éconoler Inc. (66,7% du capital-actions)

5) Sidbec

Les filiales à part entière sont:
- Sidbec-Dosco Inc.
- Sidbec-Feruni Inc.
- Sidbec-International Inc.

Sidbec possède également 50,1% du capital-actions de sa filiale en co-participation "Sidbec-Normines".

6) Société de développement de la Baie James (SDBJ)

Les filiales à part entière sont:
- Société de tourisme de la Baie James (SOTOUR)
- Somine Inc.

La SDBJ possède également les filiales suivantes:
- Sotel Inc. (51% du capital-actions)
- Société de développement autochtone de la Baie-James (SODAB) (51% du capital-actions)
- Fer Albanel Ltée (51% du capital-actions)

SOTOUR, filiale en propriété exclusive de la SDBJ, détient des placements de 100% dans "Entreprises de Gestion Mann Inc." et dans "Habitations Somine Meston Inc.".

SODAB, filiale à 51% de la SDBJ, détient un placement de 51% dans "Les Constructions Allan Cooper Inc.".

Enfin, Somine Inc., filiale en propriété exclusive de la SDBJ, possède entièrement la société en commandite "Exploration SDBJ 1980".

7) Société de récupération, d'exploitation et de développement forestier du Québec (REXFOR)

Les filiales à part entière sont:
- Scierie Béarn Inc.
- Proforêt Inc.
- Les produits forestiers Bellerive Ka'N'Enda Inc.
- Gestion 1195 Inc.

REXFOR possède également les filiales suivantes:
- Lignarex (77% du capital-actions)
- Scierie des Outardes Enr. (60% du capital-actions)
- Scierie Grand-Remous Enr. (60% du capital-actions)

Scierie Béarn, filiale en propriété exclusive de REXFOR, possède 51% du capital-actions de "Cèdre Fabre Inc.".

8) Société des loteries et courses du Québec (Loto-Québec)

Loto-Québec possède une filiale à part entière soit:
- Lotim Inc.

9) Société générale de financement du Québec

Les filiales à part entière sont:
- Dofor Inc.
- Bio-Méga Inc. et sa filiale Bio-Endo Inc.
- Société générale d'aluminerie Inc.
- Société québécoise d'aluminium
- Ethylec Inc.

La SGF possède également les filiales suivantes:
- Industries Tanguay Inc. (99% du capital-actions)
- Marine Industrie Ltée (65% du capital-actions)

La Société québécoise d'aluminium, filiale en propriété exclusive de la SGF, possède entièrement la société en commandite "Albecour".

DOFOR, filiale en propriété exclusive de la SGF, possède 55,7% du capital-actions de Donohue Inc. La participation de cette dernière dans ses filiales se chiffre de la façon suivante:
- Donohue St-Félicien Inc. (55% du capital-actions)
- Donohue Malbaie Inc. (65% du capital-actions)
- Donohue Charlevoix Inc. (55,4% du capital-actions)
- Donohue Normick Inc. (58,1% du capital-actions)

10) Société nationale de l'amiante

Les filiales à part entière sont:
- Les Mines d'amiante Bell Ltée
- Turners Building Products
- Atlas Turner Inc.
- Lupel-SNA Inc.
- FusoRoc Inc.
- Magnac Inc.
- Minutt

La SNA possède également les filiales suivantes:
- Mines SNA Inc. (51,4% du capital-actions)
- Filaq-SNA Inc. (67,7% du capital-actions)
- Chrysophosphate-SNA Inc. (90% du capital-actions)
- Ceram-SNA Inc. (70% du capital-actions)
- Métamag-SNA Inc. (90% du capital-actions)

Atlas Turner Inc., filiale en propriété exclusive de la SNA, possède deux filiales à part entière soit:
- Bumaco-SNA Inc.
- Panfab-SNA Inc.

Mines SNA Inc., filiale à 51,4% de la SNA, détient 54,6% du capital-actions de la "Société Asbestos Ltée".

11) Société québécoise des transports

La Société québécoise des transports possède une filiale à part entière soit:
- 1848-7199 Québec Inc. et sa filiale Québécair.

Québécair, propriété exclusive de "1848-7199 Québec Inc.", détient 100% du capital-actions des filiales suivantes:
- Service Québécair Inc.
- Intran Inc.
- Montréal air leasing Inc.

12) Société québécoise d'exploration minière (SOQUEM)

Les filiales à part entière sont:
- Mines Seleine Inc.
- Soquemines Inc.

Soquemines Inc., filiale en propriété exclusive de SOQUEM, détient 100% du capital-actions des filiales suivantes:
- Niobec Inc.
- Tourbières Sept-Iles Ltée

13) Société québécoise d'initiatives agro-alimentaires (SOQUIA)

Les filiales à part entière sont:
- Centre de distribution de médicaments vétérinaires (CDMV) Inc.
- Centre d'insémination artificielle du Québec (CIAQ) Inc.
- Usine de congélation Saint-Bruno Inc.
- Société québécoise des pêches
- Société québécoise des biotechnologies agro-alimentaires (Bio-Agral)

SOQUIA possède également 94,3% du capital-actions de Pêches Nordiques Inc.

14) Société québécoise d'initiatives pétrolières (SOQUIP)

Les filiales à part entière sont:
- Soquip Alberta Inc.
- Exploration Soquip Inc. et sa filiale Soquip Atlantique

SOQUIP et Soquip Alberta Inc. détiennent 50% du capital-actions chacun de leur filiale "Exploration Soquip Alberta".

2.2 Entreprises publiques locales

FONDS D'ÉLECTRICITÉ

Alma	Jonquière
Baie-Comeau	La Baie
Belleterre	Magog
Buckingham	Saint-Ambroise
Coaticook	Sherbrooke
Joliette	Westmount

Source: Ministère des Affaires municipales. Service de la vérification. Rapport financier des municipalités 1983.

ENTREPRISES PUBLIQUES DE TRANSPORT EN COMMUN

Commission de transport de la Communauté régionale de l'Outaouais (CTCRO)
Société de transport de la Communauté urbaine de Montréal (STCUM)
Commission de transport de la Communauté urbaine de Québec (CTCUQ)
Société de transport de la rive-sud de Montréal (STRSM)
Société de transport de la Ville de Laval (STL)
Corporation intermunicipale de transport de la Rive-Sud de Québec (CITRSQ)
Corporation intermunicipale de transport des Forges (CITF)
Corporation intermunicipale de transport du Saguenay (CITS)
Corporation métropolitaine de transport de Sherbrooke (CMTS)

Source: Ministère des Affaires municipales. Direction générale des relations avec les municipalités.

2.3 Entreprises publiques fédérales

Administration de la voie maritime du Saint-Laurent
Air Canada
Banque fédérale de développement
Canadair Ltée
Les Arsenaux Canadiens Ltée

Les Entreprises Bussières Ltée[1]
Les Ponts Jacques Cartier et Champlain Inc.
Monnaie royale canadienne
Pétro-Canada
Réseau des Chemins de fer nationaux du Canada (C.N.)

Société canadienne des ports
Société canadienne des postes
Société canadienne d'hypothèques et de logement
Société du crédit agricole
Société pour l'expansion des exportations

Société Radio-Canada
Téléglobe Canada
VIA Rail Canada Inc.

---

1. Cette entreprise est détenue conjointement, soit 50% du capital-actions chacun, par la Société québécoise des transports, propriété du gouvernement du Québec et Transport Route Canada Inc., filiale à 100% du C.N.

Source: Statistique Canada. Division des institutions publiques.